

# le prolétaire

mensuel organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

18 mars au 21 avril 1983  
19<sup>e</sup> année 3F

N°371

## L'Impérialisme français est notre premier ennemi

La lutte pour le communisme se développe dans la perspective de la victoire de la Révolution Communiste Mondiale. Cela suppose un combat acharné dans chaque pays contre l'Etat et l'ordre capitaliste afin de favoriser par la prise du pouvoir ou au moins par l'affaiblissement de la dictature bourgeoise un bouleversement du statu-quo impérialiste et d'accélérer une extension internationale de la lutte révolutionnaire. Cela est encore plus vrai pour ce qui concerne la lutte dans les métropoles impérialistes, comme la France.

Ainsi la France est un pays où la lutte des classes s'est développée dans le cadre d'une longue et sauvage pratique colonialiste et impérialiste menée par l'Etat. Cela a permis au capitalisme français d'étendre son influence et ses privilèges sur la scène internationale à travers l'acquisition de colonies (sources de matières premières à bas prix et de débouchés pour ses produits manufacturés) et à travers une pratique militariste et des guerres de rapine. Cette trajectoire colonialiste et impérialiste de l'Etat français a conditionné le développement économique et l'alignement des classes sociales en France même. Grâce à l'exploitation des masses colonisées expropriées et humiliées la bourgeoisie française a pu maintenir jusqu'au milieu des années 50 une population agricole importante, composée de petits et moyens propriétaires, qui jouait un rôle de stabilisation sociale.

Cette population agricole sera sabrée et plongée dans un mouvement de prolétarianisation à partir du moment, précisément, où le développement des luttes anticoloniales en Indochine, en Algérie, obligera l'impérialisme français à sacrifier une grande partie de ses privilèges et à redéfinir les modalités de sa présence et de son influence.

Parallèlement, le brigandage impérialiste a permis à l'Etat français de dégager, grâce aux miettes accordées à certaines couches de travailleurs, une aristocratie ouvrière ainsi matériellement intéressée au maintien de l'ordre social et impérialiste français à travers tout un réseau de "garanties". Ces "garanties" étaient de plus utilisées comme promesse illusoire à l'égard des plus larges couches ouvrières pour essayer d'obtenir également leur adhésion au maintien du consensus politique et social.

Avec la vague de "décolonisation" l'impérialisme français a été obligé de modifier les formes de sa politique d'influence et d'oppression dans les an-

ciennes colonies. Ainsi la "présence" française s'est poursuivie à travers une "aide" militaire et économique qui avait et a pour objectif de poursuivre, de manière encore plus systématique, derrière le masque de relations d'Etat à Etat, la politique de pillage et d'exploitation des richesses des anciennes colonies avec l'appui de leurs classes dominantes.

Cette "présence" a été facilitée là où l'impérialisme français a eu suffisamment de lucidité pour éviter de tomber dans une politique purement défensive et répressive, pour s'efforcer de canaliser les mouvements de libération nationale en les devançant et en octroyant l'indépendance, comme ce fut le cas pour le Maroc, la Tunisie ou les anciennes colonies d'Afrique Noire, aujourd'hui encore véritable "chasse gardée".

Parallèlement, quand le rapport de forces le lui permettait aisément, la France impérialiste a maintenu tels quels ses privilèges de brigand derrière le masque de l'intégration pour ce qui concerne les DOM-TOM (Réunion, Guadeloupe, Guyane, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Polynésie, etc.).

Les partis de gauche qui hier, sous la IV<sup>e</sup> République, étaient partie prenante dans la défense systématique des intérêts de l'empire français quand ils participaient au gouvernement ou le soutenaient activement (comme ce fut le cas pendant la guerre d'Algérie) ont continué de jouer un rôle actif durant la V<sup>e</sup> République. Quand ils étaient dans l'opposition, notamment sous la présidence de Pompidou et Giscard, les partis de gauche, PS et PCF, se sont transformés en véritables commis voyageurs de l'impérialisme français pour préparer une re-

(suite page 2)

### dans ce numéro :

- \*Nouvelle Calédonie
- \*Les héritiers de Jaurès
- \*Deux poids, deux mesures
- \*Contre les flingues des flics
- \*Où va l'Amérique?
- \*La crise à l'Est
- \*La lutte contre l'oppression nationale palestinienne
- \*Sur la revendication démocratique
- \*Le Conseil National Palestinien
- \*La constitution russe
- \*Grève à Matsia
- \*Maroc: le spectre de Casablanca

## Après l'orgie électorale des municipales: TOUJOURS PLUS D'AUSTERITE!

Le premier tour des élections municipales montre un très net recul, sur le plan des voix obtenues comme sur celui des maires perdus, des partis de gauche. Le deuxième tour ne fera que fixer l'ampleur ou les limites de ce recul.

Pour les partis bourgeois et opportunistes ces élections constituent un enjeu important et cela à plusieurs titres.

Il s'agit d'abord de contrôler la gestion des municipalités qui est source de profits considérables tant sur le plan matériel que politique. Le contrôle des municipalités permet, d'abord, d'orienter la gestion quotidienne sur un terrain qui favorise des opérations financières et des investissements qui sont particulièrement fructueux. Il permet, en même temps, d'entretenir un clientélisme qui constitue le terrain indispensable à toute manœuvre politique.

Enfin dans le cadre des rivalités politiques opposant les différents partis bourgeois et opportunistes sur la

base d'une défense convergente de l'ordre social bourgeois et des privilèges fondamentaux liés à la propriété capitaliste, le contrôle des municipalités permet à chaque tendance politique de déployer ses propres forces politiques en les plaçant à des postes administratifs susceptibles de devenir des relais de leur stratégie particulière sur le plan local et hexagonal.

Ainsi en 1977 les élections municipales avaient permis aux partis de gauche d'occuper des positions qui se sont révélées fort utiles dans le cadre de la préparation des élections présidentielles où la victoire était, en raison des règles établies par la constitution de la V<sup>e</sup> République, la condition indispensable, bien plus que pour les législatives, d'une action durable au service de l'Etat bourgeois et de l'ordre capitaliste français.

Il est prématuré de prétendre tirer toutes les conclusions des élections municipales de 1983. Mais on peut faire un certain nombre de constatations.

(suite page 3)

## Automobile: LE TALON DE FER PREND LA ROUILLE!

Magnifique leçon que donnent les prolétaires des usines automobiles de la région parisienne!

Magnifique leçon pour tous les travailleurs, militants de l'émancipation prolétarienne, que cette résolution incontournable à défendre leurs frères réprimés.

Leçon de courage et de générosité prolétarienne: c'est cela que nous retenirons d'abord, dans ces temps d'anesthésie social-démocrate où les flics de notre classe grimés en bergers libérateurs étendent sur nos luttes une chape de fer, de rage et d'oubli.

Au printemps dernier, les usines de la peur sont devenues les usines de la dignité retrouvée et de l'espoir libéré. Mais au sein même du mouvement, les flics de l'ordre veillent.

Libérez-vous... pour produire français!, clament le PC et la CGT aux immigrés d'Aulnay. Mais les faits sont têtus, et le capital reste le capital.

Produire, produire, produire! Ils enragent Gattaz, Chirac, Mauroy, Auroux, Painjeon, Maire, Jospin et tous les autres requins qui lorgnent vers la courbe descendante du taux de profit des exploités.

Produire français! Ça fait des décennies qu'ils le font, ces Marocains, ces Turcs, ces Maliens de Renault ou de Citroën. Ça fait des années que produire français, c'est produire jour après jour sa mort, son exil, son asphyxie entre la chaîne et le foyer, sa peur entre les flics et la CSL. C'est produire le talon de fer, c'est nourrir les vampires de la finance et de l'industrie qui sucent vos forces, vous décervellent, vous parquent dans les réserves à immigrés.

Produire français, c'est avoir tout subi pendant tant d'années, jusqu'à avoir eu honte de soi-même, de s'être abaissé jusqu'à la condition d'esclaves.

(suite page 3)

## OU VA L'AMERIQUE ?

Huit ans environ après le début d'une fastidieuse alternance de dépression et de reprise, suivie d'une nouvelle dépression, les Etats-Unis voient ressurgir le spectre de la Grande Crise d'il y a cinquante ans. Non seulement le chômage atteint des chiffres impressionnants, non seulement les fermetures d'usines et les faillites se multiplient, non seulement le déficit public ne cesse d'augmenter, mais les queues se multiplient devant les cuisines de l'Armée du Salut et d'autres institutions de bienfaisance. Il y a les "hobos" dangereusement agrippés aux wagons qui les transportent d'un bout à l'autre de l'Union, à la recherche d'un travail improbable ou en tous cas précaire; il y a les marches périodiques de chômeurs et d'occasionnelles mais interminables grèves sauvages. Les officiels y réagissent en en faisant retomber la faute, comme les démocrates, sur la politique économique de Reagan ou, comme les républicains, sur l'héritage de Carter (pour ne pas parler de Johnson et de Kennedy). Quant à nous, en faisant le bilan synthétique des deux dernières années, nous tirons de cette stupide personnalisation des vicissitudes économiques et sociales la conclu-

sion qu'il n'existe pas de recette, de droite ou de gauche, ne disons pas pour guérir les maux du mode de production capitaliste, mais même pour les atténuer; et que, plutôt, le recours actuel au mépris le plus ouvert pour les conditions de vie et de travail des masses laborieuses offre dans ses résultats la preuve écrasante de l'impossibilité de briser de quelque façon que ce soit le cycle des crises, produit nécessaire de la prospérité et de l'expansion productive en régime capitaliste.

La caractéristique la plus significative des statistiques économiques à l'aube de 1983, c'est que les phénomènes désormais chroniques du chômage croissant et de la récession galopante se présentent aux Etats-Unis sur le fond d'une situation mondiale de stagnation ou même de déclin de la production et des échanges, et de marasme financier ponctué d'épisodes fracassants d'insolvabilité privée et publique qui ne sont plus localisés dans un petit groupe de pays, mais répandus uniformément sur toute la surface du globe, que ce soit sous un gouvernement socialiste ou conservateur, et que prévale une politique

(suite page 4)

## La crise frappe aussi à l'Est

Dans la seconde moitié de 1975, quand nous avons commencé, dans le cadre de nos analyses sur le cours de l'impérialisme, à nous occuper de la crise mondiale qui venait d'éclater et de ses répercussions à long terme, mais aussi à moyen terme et dans l'immédiat, nous n'avons pas hésité à prévoir que la crise devant laquelle la Russie avait réussi pendant quelque temps à se protéger d'une certaine façon en se barricadant derrière le rideau de fer d'une "économie fermée", finirait, même avec retard, à "mordre le cœur de sa jeune industrie". Et, comme preuve de notre prévision de 1956 sur la prochaine transformation de ce rideau de fer en "toile d'araignée", nous observions que, bien que le degré d'intégration de la Russie dans le marché mondial, ne fût pas encore tel que les crises de l'Occident se transmettent directement sur son économie, cependant "des marchandises produites en Russie grâce aux machines et aux capitaux occidentaux arrivent déjà sur le marché mondial contribuant ainsi à aggraver la crise".

Nous disions aussi que ce n'était là qu'un début et que "quand toutes les principales branches industrielles russes communiqueront avec le marché mondi-

al, elles contribueront à l'engorgement des marchés, et aux crises" et que "réciproquement, les crises du marché mondial se transmettront directement au marché et à l'économie russes" (1), ce qui valait au même titre, et à plus forte raison, pour les autres pays du "bloc de l'Est".

Ce phénomène, tout à fait cohérent avec la théorie marxiste des crises comme processus mondiaux, se traduisait à notre avis en apportant deux clairs démentis à la phraséologie de la propagande stalinienne et post-stalinienne, en démolissant, un, l'idée que dans les pays de l'Est, contrairement aux pays occidentaux, on aurait découvert le secret des rythmes toujours plus forts de développement de la production et que c'était précisément par là que se traduisait la nature "socialiste" de leur économie; deux, l'idée qui est liée à la précédente, que cette même "nature" les mettait à l'abri des tempêtes du marché mondial ou, si l'on veut, du marché capitaliste qui coexistait, selon Staline, avec le marché socialiste (2) sans en attaquer les bases, et donc les protégeait contre toute menace de crise.

(suite page 4)

## L'impérialisme français est notre premier ennemi

(suite de la page 1)

prise des relations diplomatiques avec les Etats pour lesquels l'indépendance s'était réalisée à travers une rupture brutale. Ce fut le cas, en particulier, pour l'Algérie et la Guinée de Sekou Touré où des dirigeants du PS et du PC se rendirent à plusieurs reprises.

Avec l'accession de la gauche social-impérialiste au pouvoir les partis de gauche poursuivent leur politique de défiance zélée de l'impérialisme français. Cela est vrai non seulement pour les DOM-TOM (comme le montrent les différentes tournées de Mauroy et de ses ministres dans les DOM-TOM) mais également pour le continent africain (cf. voyages de Mitterrand au Maghreb et en Afrique Noire). Qui plus est, le gouvernement de gauche non seulement reprend l'héritage de la politique impérialiste des gouvernements précédents (en envoyant des troupes au Liban) mais donne également dans le "tiers-mondisme" afin d'élargir les zones d'influence française pour mieux faire face à la crise mondiale. Cela se traduit entre autres par un intérêt particulier porté à l'Amérique Centrale.

Quels que soient les discours tiers-mondistes et réformistes des serviteurs zélés de l'Etat impérialiste français l'objectif reste le même: accroître les privilèges et les profits de la France par une politique de rapine, de pillage qui conduit à renforcer l'oppression et l'exploitation des masses des pays à l'encontre desquels la France sévit. A chaque fois la "présence" et l'action de la France se traduisent par une intensification de la misère et des antagonismes qu'elles contribuent à attiser en appuyant les mouvements de répression (aide en armes, en conseillers, en argent comme c'est le cas pour la Tunisie, le Maroc, etc.) et en alimentant les rivalités bourgeoises et réactionnaires locales (vente de Mirage et d'Exocet à l'Irak, etc.).

Les profits qu'en tire l'Etat français lui permettent, de plus, de renforcer les bases matérielles de la domination bourgeoise en France même. C'est pourquoi la lutte contre l'exploitation capitaliste en France est inséparable de la lutte contre la politique d'oppression et de brigandage impérialiste de la France.

Cela signifie que les communistes révolutionnaires doivent combattre toutes les forces d'oppression qu'engendre la politique impérialiste française. Ils doivent appuyer, sur la base d'une stratégie communiste internationaliste, tout mouvement social qui tend à s'attaquer aux privilèges dont s'alimente la France impérialiste, même si ces mouvements avancent des revendications qui ne sont pas à elles seules des revendications suffisantes pour l'émancipation prolétarienne, comme par exemple la revendication de l'indépendance immédiate et sans condition pour les DOM-TOM. C'est là la condition indispensable pour favoriser l'émergence d'une orientation révolutionnaire et prolétarienne parmi les masses qui subissent le joug impérialiste de la France. Loin de faire la moue devant les insuffisances ou la confusion des objectifs avancés par le mouvement de lutte des masses se dressant contre la domination financière et militaire de la France impérialiste les communistes doivent œuvrer de toutes leurs forces pour associer et intégrer ces mouvements dans la stratégie de la révolution prolétarienne mondiale, loin de tout indifférentisme, qui dans les faits conduit, derrière des positions puristes et académiques, dans les ornières du social-impérialisme.

C'est bien parce que nous sommes des communistes révolutionnaires internationalistes que l'impérialisme français est notre ennemi principal et que nous entendons mener contre lui une lutte acharnée.

### CORRESPONDANCE ET ABONNEMENT

Le prolétaire  
20, rue Jean Bouton - F - 75012 Paris  
Versements: chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre du "Prolétaire"  
Directeur-gérant: Saro  
Imprimerie: Editions Polyglottes  
232, rue de Charenton - 75012 Paris  
Distribué par les NMPP  
No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926

### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme

12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

## Nouvelle Calédonie INDEPENDANCE IMMEDIATE ET SANS CONDITION! (2)

### La question foncière

Toute la question politique immédiate tourne autour de cette question. Lorsque, le 24 septembre 1853, le contre-amiral Fébvrier-Despointes prenait possession de l'île, on appliqua peu après l'arrêté du 20 janvier 1855: "...il est de principe que lorsqu'une puissance maritime se rend souveraine d'une terre non encore occupée par une nation civilisée et possédée seulement par des tribus sauvages, cette prise de possession annule tous les contrats antérieurs; en conséquence les chefs et les indigènes de la Nouvelle Calédonie et de ses dépendances n'ont jamais eu ni ne peuvent avoir le droit de disposer en fond ou en partie du sol occupé par eux en commun ou en propriétés particulières...". Telle est la logique coloniale. Les populations locales ont été repoussées sur une terre des plus ingrates que l'on baptisa ensuite "réserve". Entre 1875 - date de l'écrasement de la révolte mélanésienne contre leur dépossession de la terre ancestrale - et 1903, la colonisation foncière a privé les tribus de 400 000 hectares. En même temps, conséquence des sévices et des massacres de toute nature, la population indigène passait de 50000 à 27000 personnes. Comme le disait le vieux leader de l'Union Calédonienne, R. Pidjo: "...drôle de pays où l'on compte de cinq à neuf hectares par tête de bétail... et trois hectares par Mélanésien".

En 1981, moins de 2500 propriétaires européens possédaient plus de 34000 hectares et 24000 mélanésiens vivaient sur 163000 hectares. Autrement dit un propriétaire blanc avait en moyenne vingt fois plus de terre qu'un Mélanésien. L'objectif du Front indépendantiste est la récupération intégrale des terres, autrement dit la destruction du fait colonial le plus voyant.

Déjà du temps de Giscard, le projet Dijoud de "restitution partielle des terres" essaya de réduire les antagonismes entre colons et canaques (Mélanésiens de Calédonie), mais se heurtant à l'opposition des caldoches (colons), il n'aboutit à rien de concret. La gauche alla un peu plus loin avec son ordonnance foncière qui prévoit la restitution - par la vente, n'allons pas trop loin! - de 100000 hectares à raison de 20000 par an. On est encore loin de l'abolition du fait colonial et de l'indépendance promise dans le programme électoral de la gauche.

### Les forces politiques

Elles se regroupent tout naturellement en deux courants antagoniques: les indépendantistes et les partisans de l'oppression coloniale, parmi lesquels on trouve les défenseurs du statu quo et les partisans d'un renforcement des liens avec la métropole par la départementalisation.

Les indépendantistes sont divisés en deux. Une très forte majorité se regroupe dans le Front indépendantiste dans lequel la force hégémonique est l'Union Calédonienne. Les autres composantes sont le FULK (Front uni de libération canaque), l'UPM (Union des populations calédoniennes) le PSC (Parti socialiste calédonien), sans lien avec son homologue en métropole, et la tendance AMOA (modérée) du PALIKA.

Ce qui caractérise ce Front, c'est sa modération et son projet politique très lié aux archaïsmes de la société mélanésienne. Le poids des chefs coutumiers dans l'ensemble de ces organisations est assez important. L'Union calédonienne ne défend l'indépendance que depuis l'apparition sur sa gauche du PALIKA (Parti de libération canaque). Avant, elle défendait un élargissement de l'autonomie. En se radicalisant, elle perdit une grande partie des membres de la communauté blanche, qui refusèrent cette évolution. Le PALIKA est la seconde force indépendantiste mais, refu-

sant les références réactionnaires défendues par l'UC, il se situe hors du Front. Bien que son programme soit vague, il s'agit de la force nationaliste la plus conséquente par sa détermination à mener la lutte contre l'oppression coloniale et l'impérialisme français et à s'attaquer aux bases matérielles des profits et des privilèges que l'Etat français tire du pillage des gisements de nickel. Ne voulant pas s'enfermer dans le projet d'une société mélanésienne de type tribal, le PALIKA entend exploiter et gérer d'un point de vue national les richesses de l'île en faisant sauter les cadres traditionnels dans lesquels le colonialisme blanc a enfermé le peuple.

De l'autre côté on trouve des organisations soi-disant apolitiques comme le FC (Front calédonien) et l'AC (l'Avenir calédonien). Mais la force politique principale anti-indépendantiste est le RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) proche du RPR de Chirac. Véritable représentant des intérêts coloniaux liés à la métropole, il domine tous les courants anti-indépendantistes. Quant aux Giscardiens du FNSC (Fédération pour une nouvelle société calédonienne) ils ont rompu dernièrement le front avec le RPCR en ralliant les positions du Front indépendantiste.

Telles sont les forces politiques en présence et l'on constate que même parmi la communauté blanche l'idée d'une nécessaire indépendance calédonienne est en train de détruire son homogénéité. Les Eglises protestantes et catholiques se sont également ralliées à l'idée d'indépendance.

### Les projets de la Gauche

Dans son programme électoral, la gauche française était pour l'indépendance de la Calédonie. Depuis qu'elle est aux affaires, elle est devenue plus pragmatique. Elle cherche aujourd'hui à développer une "tape intermédiaire: l'autonomie élargie". Pour faire passer dans les faits la réforme du statut, véritable replâtrage de la domination coloniale-impérialiste, le PS a besoin d'un relais local qu'il doit créer. C'est le sens de tous les contacts qui ont été pris par Laurent Cathala, délégué du PS aux DOM-TOM. L'objectif est de créer en Calédonie une antenne PS distincte du PSC, composante du Front indépendantiste. L'un des pivots de cette antenne est Max Chivot, qui n'a pas hésité à faire la déclaration suivante relative à sa mission:

"Nous aurons un rôle difficile, mais nous pouvons attirer à nous les gens qui prennent conscience qu'il y a actuellement deux impacts: celui du statu quo et celui de l'indépendance telle que la conçoit le Front indépendantiste". On ne peut être plus clair sur les intentions du PS dont la position social-impérialiste se manifeste dans cette autre déclaration de Cathala: "Pour nous socialistes, le mouvement d'émancipation de tout un peuple doit se faire par rapport à la condition sociale des hommes et des femmes qui vivent dans ce territoire et non en fonction de l'ethnie ou de la religion".

Le social-impérialisme s'est toujours défendu en voulant donner à la lutte anticoloniale un contenu qu'elle ne pouvait atteindre précisément du fait de l'oppression coloniale. Et cette lutte prend toujours l'aspect d'une lutte contre toutes les oppressions, raciales, religieuses, culturelles et nationales. Pour le marxisme, il est clair depuis toujours que c'est dans le cadre national, libéré des oppressions nationales, que peut se développer avec le maximum de vigueur la lutte des classes modernes. Jamais il n'a défendu et ne défendra, comme le fait le social-impérialisme, la mission "civilisatrice" de la métropole coloniale.

C'est pourtant cette position que défend le secrétaire aux DOM-TOM, Emmanuelli. A propos des élections régionales dans les DOM, il annonce

L'objectif immédiat: "il s'agit de poser les vrais problèmes et de savoir s'il y a des majorités nouvelles pour bousculer une situation socio-économique qui en a besoin."

L'indépendance immédiate? On verra plus tard. Renforçons aujourd'hui les relais possibles de l'impérialisme français pour modifier les injustices les plus criantes. Ainsi préparons-nous un avenir plus solide à la poursuite de la domination de ces terres lointaines, non seulement reculant des richesses potentielles sous la mer, mais également véritable porte-avions stratégique dans la perspective des conflits de demain. Aujourd'hui, devant la montée des antagonismes et le réveil du nationalisme canaque, Chivot, encore lui, retrouve les accents d'un Guy Mollet ou d'un Mitterrand d'il y a 30 ans, durant la phase des luttes anticoloniales en Indochine ou en Algérie: "On va vers une situation de blocage qui peut durer très longtemps, car le gouvernement socialiste empêchera les troubles en envoyant les gendarmes si nécessaire, à la fois contre les blancs et les canaques". Qu'on se le dise, la gauche ne bande pas avec l'ordre colonial! Hier comme aujourd'hui, le social-impérialisme est toujours l'un des recours de la politique bourgeoise pour sauvegarder ses intérêts généraux. Le grossier bâton de la droite classique a été remplacé par l'élégante matraque de la gauche, mais les objectifs sont identiques.

### Pour l'indépendance

Indépendance immédiate et sans conditions pour les DOM-TOM! Tel doit être l'axe de lutte de tous les militants anti-impérialistes sincères.

Aucun argument invoqué par le social-impérialisme sur le rapport de forces défavorable aux populations indigènes ne peut être défendu. En Calédonie, la force des colons anti-indépendantistes est inséparable de la présence policière et militaire de la métropole. Si on leur ôte cet appui qui quadrille, contrôle et opprime quotidiennement la population canaque, le pouvoir colonial ne peut que s'effondrer. La communauté blanche est loin d'être homogène et ce sont les "broussards" caldoches, véritables colons agraires, qui sont les seuls à ne pouvoir s'accommoder de l'indépendance, car elle implique leur propre disparition par la restitution de toutes les terres volées. Mais que peuvent faire 6000 colons disséminés dans les campagnes devant plus de 50000 canaques? S'incliner ou s'en aller. Les Eglises et les libéraux giscardiens se sont ralliés à l'indépendance. Cette "indépendance" là, octroyée, reviendrait à maintenir, sous une nouvelle forme, l'influence française sans s'attaquer aux bases de la domination blanche. Et le supposerait que la France considère les populations canaques comme un de ses interlocuteurs, intéressés, au même titre que les caldoches à une indépendance en réalité fictive. C'est précisément cette voie que cherche le social-impérialisme comme solution alternative, en s'efforçant de protéger et de consolider les intérêts de la minorité blanche conque comme relais local des intérêts impérialistes français.

La véritable indépendance, au contraire, suppose la victoire du mouvement indépendantiste canaque. Quels qu'en soient les prolongements ultérieurs, c'est cette solution que nous devons appuyer car en affaiblissant la domination colonialiste française elle s'attaque aux intérêts matériels de notre propre impérialisme.

### SOLIDARITE INTERNATIONALISTE

Contribuer à l'organisation d'une solidarité efficace avec les masses exploitées et opprimées d'Iran et devenir un instrument informant les travailleurs et les révolutionnaires sincères sur les luttes contre la répression sauvage du régime contre-révolutionnaire de Khomeyni en brisant le cercle de l'isolement, c'est l'objectif du COMITE SOLIDARITE OUVRIERE INTERNATIONALE CONTRE LA REPRESSION EN IRAN (CSOIRI). Prenez contact avec le CSOIRI en écrivant à:

ZEGGHINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 Strasbourg.

Diffusez et traduisez le bulletin du comité: SOLIDARITE INTERNATIONALISTE.

## Automobile

(suite de la page 1)

« Nous sommes des hommes et non des chiens ! » dit la "Jeune Garde". Rien de nouveau sous le soleil capitaliste. Ce capital aseptisé, "clean", policé des temps modernes, ils en ont enfin soulevé le voile qui cache une brutalité, une bestialité des rapports de classe qui n'a rien à envier à la condition de ces "premiers prolétaires" qu'aime à invoquer Mauroy.

Produire français! Quand son frère est en Allemagne chez Volkswagen, son oncle ou son père tombé sous les balles des paras français ou de l'OAS!

Mieux même. Produire Citroën! Et produire Renault! Vingt kilomètres entre deux usines où l'on licencie pareillement, avec la même haine des "agitateurs".

Vingt kilomètres qui sont une frontière aussi infranchissable que la Méditerranée entre la France et le Maghreb.

La nuée des corbeaux, experts en conciliation sociale, ces bonzes qui eux "savent lire" des courbes de production, s'est abattue sur les usines.

Restez calmes, sauvez la production, ne répondez pas à la provocation! La gauche est avec vous!

La "gauche", c'est Mauroy, Auroux, Defferre, qui déversent leur bile d'anciens chefs coloniaux, et embouchent les trompettes du racisme le plus bas pour salir les travailleurs.

## Les héritiers de Jaurès contre les mineurs de Carmaux

A la fin du siècle dernier, à la suite d'une longue et dure grève activement soutenue par les socialistes d'alors, les mineurs de Carmaux éliminaient triomphalement Jean Jaurès député de la circonscription.

La bourgeoisie comme les travailleurs vivent dans cette élection qui couronnait une grève victorieuse un symbole des progrès du mouvement ouvrier.

Mais le député de Carmaux devint bien vite le chef de file des réformistes et un de ses partisans, Millerand, poussa même "l'opportunisme" jusqu'à participer à un gouvernement bourgeois à la grande colère des socialistes du monde entier.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts et sur la belle statue en bronze de Jaurès à Carmaux; si ce dernier, légitimement considéré comme le père du "socialisme à la française", prétendait que la défense des intérêts ouvriers passe par des réformes graduelles du système capitaliste, ses petits-fils qui ne se contentent plus d'un strapontin ministériel, mais revendiquent fièrement l'honneur de gérer les affaires de la bourgeoisie mieux que les bourgeois, savent que la survie du capitalisme exige l'exploitation toujours accrue des travailleurs.

## Municipales...

(suite de la page 1)

Le recul des partis de gauche s'inscrit dans le cadre d'une intensification de la politique de rigueur et d'austérité du gouvernement. Ce recul se traduit par un abstentionnisme des couches ouvrières et par une avancée en voix des partis de droite parmi les classes moyennes; les listes de l'ex-trême-gauche alignée aujourd'hui sur des positions centristes et suivistes par rapport au PS-PC connaissent également un très net tassement.

Les partis de droite, sans avancer une stratégie politique alternative cohérente (et pour cause, puisque le gouvernement de gauche est mieux placé pour imposer la rigueur en atténuant, derrière des promesses réformistes, les risques d'explosion sociale des travailleurs), ont "politisé" ces élections à outrance. Pour cela ils ont surtout revendiqué une plus grande rigueur et ont demandé hystériquement un renforcement de l'ordre et de la sécurité (des biens et des privilèges s'entend) ainsi qu'une chasse aux travailleurs immigrés. Ce faisant non seulement la Droite a pu occuper la plus grande partie du terrain politique mais elle a également contribué à pousser les partis de gauche à se présenter comme de bons défenseurs de l'ordre bourgeois.

En réalité, au-delà de leurs étiquettes de Droite ou de Gauche, ce sont les forces au service de la domination des privilèges bourgeois qui ont monopolisé le terrain politique en se mobilisant préventivement contre les inévitables manifestations de colère et de lutte qui se développeront à l'avenir.

La "gauche", c'est l'inculpation des "meneurs" par les tribunaux bourgeois.

La "gauche", c'est les flics qui enquent à l'intérieur même de l'usine d'Aulnay.

La "gauche" c'est les bonzes, ces garde-frontières vigilants qui enferment chacun dans son usine, mais qui jamais ne fondent dans un même flot de colère et de lutte ceux de Renault et ceux de Citroën.

Et malgré les fascistes de la CSL, malgré les insultes de la maîtrise, malgré les huissiers, les flics, les bonzes, les travailleurs tiennent tête!

Bien sûr les bonzes parodent encore parmi eux. Mais l'heure viendra bien où les illusions vont tomber, où les bureaucrates ne pourront plus garder leur équilibre entre les "impératifs de la production" et la colère des ouvriers.

C'est à rompre cet équilibre qu'il faut s'employer. Dans les usines d'automobile en lutte d'abord, mais aussi dans les autres, partout où il est possible de passer à son tour à la grève.

Partout où c'est possible, il faut engager des actions concrètes de solidarité avec les grévistes de l'automobile, les plus minimes soient-elles. Il faut montrer concrètement, dans l'action, que Renault ou Citroën, ce n'est pas la "grève des immigrés", ce n'est pas la grève pour "produire français". C'est d'abord et avant tout un magnifique appel à relever la tête et à combattre pour tous les prolétaires qui étouffent sous le joug du capital et refusent de crever à petit feu dans la guimauve social-démocrate.

## DEUX POIDS, DEUX MESURES!

Nasser M'Raidi, Youssef S., Robert Kéchichian, trois noms pour une même justice, une justice de classe; trois noms pour un même arbitraire, un arbitraire de classe.

Chatenay-Malabry, cinq heures du matin le 13 février, Nasser rentre de chez sa copine en vélomoteur, il croise des flics qui font "leur travail", rondes de nuit ça s'appelle, c'est contre l'insécurité... Nasser a oublié son casque à la maison. Tarif: une balle dans la tête. Le brigadier assassin était "en état d'ébriété" comme disent les journaux. Sans doute buvait-il pour oublier que cinq ans auparavant un autre brigadier, lui aussi du commissariat de Sceaux, avait abattu de cinq balles un autre jeune, Algérien celui-là, Mustapha Boukhezzer.

Youssef S., dix sept ans, "sans papier", arrêté pour recel et défaut de carte de séjour le 15 février, incarcéré à Fleury-Mérogis. Tarif: la mort, il a mis fin à ses jours, il s'est pendu dans sa cellule le 19 février.

Le ministre Badinter est paraît-il très préoccupé par la détention des mineurs... Il y a cinq mille adolescents en prison aujourd'hui.

Robert Kéchichian, c'est autre chose... Pour "cent briques t'as plus rien, mais pour 80 tu sors de taule quand tu veux". En même temps que la "bavure" de la Butte Rouge et le suicide de Youssef venait à la une des journaux l'affaire des "grâces médicales" de la prison hôpital des Baumettes.

Kéchichian, c'est un maître du crime organisé, pièce centrale dans la reconstruction d'une filière italo-française après le démantèlement de la "French-Connection". Casier judiciaire presque aussi blanc qu'une dose d'héroïne marseillaise. Il a le privilège d'être un inconnu pour le fisc... Pourtant il sera incarcéré le 7 juin 1980, considéré comme le pourvoyeur de morphine base du laboratoire de drogue de Chambon-sur-Lignon. Tarif: 18 ans de prison... par décret (suite page 7)

Tract distribué par nos camarades

## Contre les flingues des flics et des racistes organisons une riposte de masse!



Une balle de magnum 357 dans la tête de NASSER M' RAIDI : Pour les flics la chasse est ouverte toute l'année!

5 heures du matin, lundi 14 février à Chatenay-Malabry (région parisienne): Nasser, 17 ans, est abattu d'une balle en pleine tête par le brigadier Lapeyre (très bien noté par ses supérieurs, 1,6g d'alcool ce matin là). A cette heure il reste encore entre la vie et la mort.

Son crime? Avoir, paraît-il, circulé sans casque en mobylette.

Le brigadier affirme, appuyé bien sûr par ses collègues, mais démenti par les témoins, avoir tiré accidentellement! On connaît les suites habituelles des crimes et sévices perpétrés par les flics à l'encontre d'immigrés et de jeunes: rien ou au plus quelques peines symboliques. Les exemples ne manquent pas.

A Vitry, un gardien d'immeuble a abattu Kader parce qu'il faisait, paraît-il, trop de bruit dans l'entrée d'un immeuble (le procès de l'assassin de Kader avait tourné à l'émeute, tant l'avocat général et le président de la Cour d'Assises avaient essayé de minimiser son "geste"). A Gonesse (cité "La Fauconnière"), à Nanterre également, 2 jeunes exécutés. A Strasbourg Yacid Naili sauvagement descendu. A Strasbourg toujours, plusieurs immigrés torturés par des flics et des douaniers... la liste est longue. DANS TOUS LES CAS les responsables écopent de peines avec sursis ou de simples remontrances administratives quand il n'y a pas de non-lieu.

Bavures regrettables? NON! VOLONTÉ DELIBEREE DE REPRIMER!

En fait il s'agit plutôt d'exemples connus particulièrement saillants de la politique systématique de flicage, de brimades, d'insultes racistes; DE TERREUR exercée contre les immigrés et les jeunes, sous couvert de démocratie, par l'Etat bourgeois.

Gouvernements de gauche ou de droite, municipalités de gauche ou de droite, les conditions de vie de tous les exploités ne font que se dégrader. Sans parler du chômage et de l'austérité: renforcement du dispositif policier dans les cités, multiplication des "bavures" officiellement couvertes par Defferre (un connaisseur...), promesses bidon de libéralisation juridique et de réforme pénitentiaire. Quant aux immigrés, c'est le grand nettoyage: contrôle renforcé, même pour les touristes de pays peu développés et pour les réfugiés politiques, expulsions massives après l'opération de fichage-régularisation,

propos racistes de Mauroy à propos des grèves dans l'automobile...

D'un côté on a le grand cinéma comme le procès Barbie, tortionnaire recyclé dès 1945 au service des Alliés et de la CIA contre les masses d'Amérique Latine. Aujourd'hui il est mis à la retraite après 40 années d'activité supplémentaires dans la répression anti-ouvrière en Amérique Latine et est utilisé dans le cadre d'un procès-spectacle pour renforcer la patine démocratique de l'Etat impérialiste français qui a une longue tradition d'oppression coloniale en Afrique du Nord, en Afrique Noire, à Madagascar et en Indochine, et qui a envoyé ses contingents au Zaïre et au Liban plus récemment.

De l'autre côté, l'amnistie totale pour les massacreurs et les tortionnaires de la guerre d'Algérie dont les méthodes étaient exactement analogues, même si elles étaient appliquées sur une échelle plus réduite. Mais bien sûr, la vie d'un étranger immigré ne vaut pas celle d'un bon français, n'est-ce pas?

La violence qui s'exerce tous les jours contre les jeunes et les immigrés est révoltante. Pour contre-carrer cette terreur permanente, il n'y a pas le choix: il faut riposter le plus collectivement possible contre tous les cas de répression et aujourd'hui lutter aux côtés des jeunes de Chatenay contre la violence qui a gravement frappé Nasser M'Raidi.

A chaque fois, à Chatenay, à Nanterre, Vitry, Strasbourg, les jeunes et la population des quartiers frappés par la violence des flics et des racistes se sont mobilisés et ont manifesté leur colère.

Il importe d'approfondir les mouvements de protestation et d'élargir la mobilisation contre la terreur imposée par la société bourgeoise contre les jeunes et les immigrés. Cela suppose une organisation active, constitution de comités de quartiers et manifestations contre la violence des flics et des racistes pour ne pas leur laisser le terrain libre. Quand il n'est pas possible de mener dans l'immédiat un tel travail d'organisation il est possible au moins de mener un travail de sensibilisation et d'information sur les marchés, les lieux de travail et dans les quartiers: panneaux explicatifs, réunions de discussion, etc.

Le souvenir de Kader, Yacid et de tous les immigrés, jeunes abattus doit rester vivant. Demain Nasser, comme tous les autres, SERA VENGE.

rieuses durement opprimées de s'organiser pour chercher une solution à l'exploitation quotidienne et à son cortège de misère et de problèmes quotidiens: comités de quartier pour affronter des questions aussi diverses que les transports, les prix, le logement etc. Face à la gestion des municipalités bourgeoises de droite comme de gauche qui prennent appui sur les gigantesques problèmes des masses travailleuses pour renforcer les privilèges et l'ordre social en place, la classe ouvrière ne pourra compter que sur la force de sa propre mobilisation pour prendre

elle-même en charge la solution des problèmes qui l'intéressent directement.

Pour que cette lutte puisse aboutir, il faut qu'elle se prolonge, au-delà de la mobilisation sur les lieux de travail et de vie en une lutte politique générale pour le renversement révolutionnaire de l'ordre et de l'Etat capitalistes et l'installation du pouvoir des travailleurs. Seule la dictature du prolétariat et les Soviets qui en seront l'expression permettront d'avancer d'une manière irréversible le chemin de l'émancipation.

9 mars 1983.



# OU VA L'AMÉRIQUE ?

(suite de la page 1)

économique déflationniste ou assistanciale, austère ou dépendante, monétariste ou keynésienne, privilégiant l'offre ou courtisant la demande.

Si aux USA le chômage est en train de se rapprocher des records des années 30, c'est-à-dire précisément de la Grande Dépression, dans la CEE, en décembre, le nombre des sans-travail a dépassé pour la première fois depuis la guerre les 12 millions, soit un taux de chômage moyen de 10,5 %, digne de figurer à côté des 10,8 % des Etats-Unis le même mois. Si la Grande-Bretagne conservatrice a un taux de 12 %, la France "socialiste" peut se vanter d'un 9,4 % sur la réalité duquel sont permis les plus grands doutes, puisque du calcul sont exclus tant les jeunes à la recherche d'un premier emploi mais sans formation professionnelle que les candidats à un travail à temps partiel. Si en Espagne le gouvernement socialiste peut rejeter la responsabilité d'un taux de chômage officiel de 16,5 % sur le précédent gouvernement centriste, en Allemagne le gouvernement démocrate-chrétien peut en faire de même avec un taux de 8,55 % (la fin du monde pour un pays "modèle" !) en accusant le gouvernement social-démocra-

## Une série de chiffres vertigineuse

A la fin de 1982, les chômeurs américains étaient au nombre de 12,1 millions ce qui, comme on l'a déjà dit, correspond à un taux moyen de 10,8 %. Mais il faut ajouter à ce chiffre 1,8 million d'individus "définitivement découragés", qui ne pensent même plus qu'ils pourront trouver du travail. D'autre part, le tableau est encore plus sombre si on considère que pour les travailleurs manuels le taux de chômage atteint 16,5 %, pour les Noirs 20,8 %, pour les jeunes de moins de 20 ans 24,5 % et que, sur les 12,1 millions dont nous parlions, 2,6 millions étaient sans travail depuis plus de 6 mois, et qu'on ne connaît pas les statistiques des chômeurs partiels. De plus, comme en 1933, le chômage frappe particulièrement les centres vitaux de l'industrie. Des villes comme Detroit ou Youngstown, capitales de l'automobile, enregistrent un taux moyen de 20 % (en 1933 il était de 24,9 % : un peu plus et nous y serons !). Et nous ne disposons pas de pourcentage concernant les travailleurs manuels, les Noirs, les jeunes, mais il est facile d'imaginer quel niveau ils ont pu atteindre.

Ce sont des chiffres vertigineux, mais qui ne disent qu'une partie (et non la plus sombre) de la réalité. Qu'on considère par exemple que les indemnités de chômage distribuées en 1982 ne concernaient que 5,6 millions de personnes, soit 47 % du total, contre 76 % en fé-

## Une machine grippée

La situation toujours plus grave de la classe ouvrière, mais aussi des couches moyennes, est le reflet d'une stagnation ou même d'un recul de l'appareil productif.

Dans les deux dernières années, le produit national brut n'a augmenté que de 0,7 % et en 1982 il a été jusqu'à diminuer de 1,8 %; la production industrielle, quant à elle, a baissé de 8,7% à la fin de l'année dernière le taux d'utilisation des capacités productives était de 67 % et dans l'industrie automobile de 52,3 %, tandis que le déficit du commerce extérieur atteignait 42,7 milliards de dollars, soit davantage que le record établi en 1978 (42,4 milliards de dollars).

L'administration Reagan se vantait que la réduction des impôts inaugurée sous ses auspices irait au bénéfice des investissements, lesquels provoqueraient la reprise de la production, laquelle permettrait d'absorber, en partie sinon en totalité, le chômage. La politique fiscale républicaine a été jusqu'à il y a peu de temps tout à fait cohérente: les entreprises qui en 1946 versaient 30,70 % des impôts n'en payaient plus que 13,9 % en 1980; 94 % des réductions votées en 1981 pour "alléger" l'impôt sur le revenu iront au profit de ceux qui gagnent plus de 50 000 dollars par an, c'est-à-dire aux 5 % de la population constitués par les plus riches, et ainsi de suite. Et pourtant, comme nous l'avons vu, la production n'a absolument pas repris et le chômage non seulement ne s'est pas arrêté, mais a énormément augmenté.

L'austérité prêchée par Reagan aux Etats-Unis comme par Mitterrand et Fanfani, Kohl et Thatcher, Gonzales et Papandréou, etc. en Europe (mais c'est le cas aussi dans les pays de l'Est dits "socialistes") promettait une réduction graduelle mais rapide et substantielle du déficit public. En réalité, le déficit du bilan fédéral, qui était de 57,9 milliards de dollars en 1981, est monté à 140 milliards de dollars en 1982 et sera (si les promesses sont tenues) de 183 milliards en 1983. Nul doute qu'

te qui l'a précédé, tandis que les pays scandinaves, naguère admirés pour leur politique sociale, rivalisent pour le nombre de chômeurs avec les partisans les plus obstinés de l'"austérité", hostiles à l'intervention de l'Etat dans l'économie du Vieux Continent.

Si au-delà de l'Atlantique, au cours de 1982, on a enregistré 80 faillites pour 10 000 entreprises, record absolu depuis 1933, en Grande-Bretagne tous les records ont été battus avec 11 131 faillites, soit 35 % de plus par rapport à l'année précédente et 63 % de plus par rapport à 1980. Si, au temps de la Grande Dépression, les grandes banques de l'Europe centrale fermaient leurs portes, aujourd'hui les banques centrales d'un nombre incalculable de pays sont au bord de la faillite dans tous les continents (1), et les instituts bancaires les plus importants de Wall Street risquent, comme alors, d'être emportés dans la tourmente.

Voilà pourquoi les données essentielles du bilan économique des USA évoquent - bien plus qu'il y a 8, 5 ou 3 ans - le désastre de la Grande Dépression. Rassemblons les donc dans une brève synthèse (2).

vrier 1976; que ces deux dernières années 2 millions d'individus n'ont plus eu droit aux bons alimentaires gratuits et environ 1 million d'enfants aux repas gratuits à l'école, sans compter la réduction dans les dépenses de santé, dans l'aide aux mères célibataires, dans l'assistance aux familles économiquement faibles, donc incapables de payer leur loyer, etc. Qu'on considère parallèlement que selon un rapport de l'Urban League, aujourd'hui un Noir sur trois n'atteint pas le "seuil officiel de pauvreté" (contre un Blanc sur 10) et que, dans la population de couleur, plus de la moitié des chômeurs est composée de jeunes de moins de 20 ans !

Nous avons déjà parlé des faillites, mais un autre chiffre qui justifie la renaissance du spectre de la Grande Dépression concerne les agriculteurs. Leur revenu moyen (19 milliards de dollars en 1982) a baissé de 50 % par rapport à 1979 et représente en données réelles une diminution du pouvoir d'achat d'environ 70 %, ce qui explique la course à la vente des terrains et la désertion de la campagne à laquelle on assiste à grande échelle pour la première fois depuis des dizaines d'années, et éclaire le "mystère" de la perte de crédibilité de Reagan précisément dans les régions traditionnelles du conservatisme américain.

il aurait été encore plus élevé si les dépenses sociales n'avaient pas été gracieusement réduites et si le budget de la défense n'était pas passé de 136 milliards à 1980 à 232 milliards en 1982, soit 29,1 % des dépenses fédérales contre 23,4 % l'année précédente. Mais il est significatif que, dans son récent message sur l'état de l'Union, Reagan ait changé en partie de cap, en "ralentissant" le rythme des coupes de budget social, en promettant des secours aux "chômeurs prolongés" et aux jeunes en quête d'un premier emploi, et en faisant l'éloge de l'interventionnisme de l'Etat après l'avoir maudit pendant deux ans. Et comme les crédits du Pentagone connaîtront encore une augmentation de 14 % et que les programmes sociaux, réduits d'un côté, seront repris de l'autre, il n'est pas difficile de prévoir, comme l'ont déjà fait les observateurs économiques, que le déficit montera bien plus que ne le prévoient les chiffres officiels: nouvelle confirmation de l'impossibilité, pour le capitalisme ultra-moderne, de renoncer en bloc à la politique du déficit, au keynésisme, à l'assistancisme, bref au Welfare State.

Au temps de la Grande Dépression, le recours à cette politique, sous l'inspiration de Roosevelt, réussit à ralentir, mais non à arrêter la course à l'abîme. Aujourd'hui les économistes même les plus obtus, conservateurs ou progressistes, reconnaissent que les Etats-Unis ne sont sortis de la véritable crise, après dix ans d'oscillations entre des dépressions aiguës et de timides reprises, que grâce à leur entrée en guerre et, auparavant, grâce à l'expansion de l'industrie d'armement pour "aider" les démocraties en péril. L'énorme gonflement des dépenses militaires en 1980-82 et le retour partiel des républicains à une politique interventionniste et "sociale" en 1983 constituent un autre signe de l'analogie avec la situation d'alors, et un clair avertissement pour les prolétaires, et en particulier pour les communistes révolutionnaires.

Il est vrai qu'après avoir tant pleuré sur le cours décevant de la production

# La crise frappe aussi à l'Est

(suite de la page 1)

Et ces démentis devaient selon nous se réaliser à brève échéance, sinon immédiatement, car nous les prévoyions avec la rigueur d'un événement du monde physique en partant du fait que la crise capitaliste à l'échelle mondiale survenait au moment même où tous les pays de l'Est, après la clôture du cycle extensif de l'extension du capital et une fois ouvert le cycle de son prolongement sur le plan extensif, étaient obligés à s'adresser de plus en plus à l'Occident pour obtenir aussi bien des machines que des capitaux et ne pouvaient le faire qu'en contractant avec lui des liens précis et de plus en plus mercantiles et financiers, en couvrant le risque calculé de ne pas pouvoir payer les importations avec des exportations dont les possibilités de débouchés ne pouvaient qu'être réduites par la crise à l'Ouest, et donc en acceptant bon gré mal gré un déficit croissant de leur balance commerciale et encore plus de la balance des paiements, avec toutes les répercussions sur les rouages de la production intérieure qui en découleraient inévitablement. Les pays de l'Est ne pouvaient donc pas ne pas importer, avec les marchandises et les capitaux d'Occident, aussi la crise: des taux de croissance de la production de plus en plus bas devaient être la manifestation immédiate et la plus importante de cette situation.

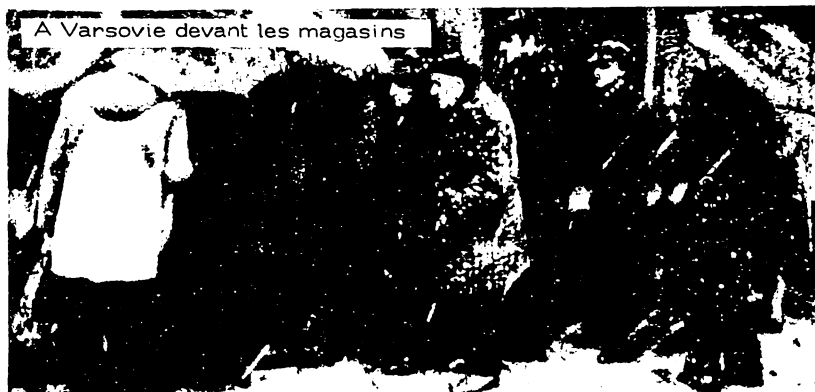
Les faits nous ont donné raison. Et pour les appréhender dans toute leur ampleur dans la période qui va de 75 à aujourd'hui, il faut tenir compte aussi du fait que la Russie est arrivée au moment de la crise du capitalisme mondial alors que désormais depuis au moins vingt ans, selon une loi propre à chaque capitalisme sorti de sa phase de jeunesse vigoureuse, et que nous-mêmes avons statistiquement montrés rythmes de croissance productives baissaient régulièrement jusqu'au point de coïncider, ou presque, avec ceux des pays de vieux capitalisme et que, d'autre part, elle avait déjà derrière elle pour l'essentiel, la phase d'accumulation

élargie, sur des bases extensives, du capital.

L'impact de la crise sur son appareil de production et sur son organisation sociale et politique fut donc moins fort que dans les autres pays de l'Est, dont la population laborieuse n'avait pas eu le temps de s'habituer à l'effondrement des expectatives - et des mythes - sur l'augmentation ininterrompue de la production et, par voie de conséquence, sur la satisfaction croissante des besoins, même élémentaires, de consommation, et dont le système de production qui était à peine consolidé, tolérât mal les "étranglements" en chaîne provoqués dans son fonctionnement par la détérioration des rapports d'échange - au niveau des marchandises comme au niveau des capitaux - avec l'Occident frappé par la récession (2).

Cela explique l'acuité atteinte alors par les tensions sociales dans des pays particulièrement liés par leur développement aux économies occidentales, comme la Pologne (tous les pays "frères" furent touchés dans cette période par des formes plus ou moins voilées de malaise: en particulier la Hongrie mais aussi la Roumanie), mais aussi, à l'inverse, la relative stabilité de la puissance dominante au sein du Comecon - mais nous disons bien stabilité relative, vu la diffusion du malaise politique interne, d'une part, et d'une augmentation sur une grande échelle de l'absentéisme, de l'indiscipline dans le travail et de la baisse de la productivité ouvrière, d'autre part.

Il est intéressant de noter que la thèse que nous avons énoncée depuis longtemps, selon laquelle la forte croissance initiale de la production dans les pays de l'Est s'explique non pas par leur nature soi-disant socialiste, mais par le très bas niveau de départ de leur accumulation élargie (la fin du "communisme de guerre" et les débuts de la NEP en Russie; la reconstruction après les ravages de la deuxième guerre mondiale dans



les mêmes files d'attente pour tous les sans-réserves

et de l'économie en général, à l'improviste on parle maintenant avec insistance de reprise. En Janvier l'"indice des principaux indicateurs" (index of leading indicators) a fait un bond de 3%. Que ce soit dans le bâtiment ou, dans une moindre mesure, dans la production automobile on enregistre une augmentation de l'activité et, à la Bourse, le pessimisme fait place à l'optimisme. Mais indépendamment de la valeur même de ces indices, qui est controversée, on peut redire pour la crise actuelle (comme pour toutes les grandes crises capitalistes) ce que Trotsky disait dans un célèbre discours de 1921 à propos de la dépression du premier après-guerre: "Si c'est une erreur, pour les révolutionnaires, d'attendre que la crise se déroule selon une ligne toujours droite, avec le risque pour eux de sombrer dans le désespoir, ou pire, au premier signe de reprise modérée, c'est aussi une erreur de croire que les soubresauts inévitables de réanimation après une chute comme celle de 1920 contredisent la tendance générale au déclin, tendance dans le cadre de laquelle ces soubresauts sont un peu comme les pulsations alternées du cœur et, en l'occurrence, d'un cœur fatigué et malade. S'il est donc juste de se préparer à ne pas s'étonner de variations même brusques et apparemment surprenantes, il serait non seulement erroné mais aussi catastrophique de les prendre pour quelque chose de plus sérieux et de plus pro-

fond que les brefs sursauts d'un organisme qui arrive encore à trainer une existence tourmentée parce qu'il n'y a encore personne pour lui donner le coup de grâce, mais qui ne peut pas pour autant ne pas se considérer comme gravement malade."

Les dépressions peuvent se suivre de même que les reprises, la confiance peut succéder au désarroi et à la déception; au-delà des hauts et des bas des années 80 comme autrefois des années 30, la courbe du mode de production capitaliste ne peut qu'être descendante, et celle de la préparation matérielle d'un troisième conflit mondial ne peut qu'être ascendante. Ou cette courbe sera brisée (et seule la lutte pour la révolution communiste peut le faire), ou le canon recommencera à tonner, pour la plus grande joie des "opérateurs économiques". Voilà l'avertissement.

C'est pourquoi un porte-parole du gouvernement US a dit: "l'élément-clé de la reprise, c'est la PRIERE" !

1) A la fin de 1982, le Brésil avait 87 milliards de dollars de dettes (surtout auprès de banques américaines), le Mexique 80, l'Argentine 83, Israël 26,7, la Pologne 26; mais la liste est interminable.

2) Les chiffres reproduits ici proviennent surtout du "Monde" de janvier, mais ils ont été complétés par des statistiques parues dans le "Financial Times" et d'autres quotidiens à grand tirage.

les pays satellites), est partagée par un économiste hongrois, Laszlo Csaba (3), "chercheur auprès de l'Institut d'économie mondiale de l'Académie des Sciences" de Budapest, qui n'a sûrement jamais rien lu de nous et qui se garde bien de mettre en doute l'essence socialiste du "socialisme réel".

Il est donc utile de rappeler les chiffres qu'il donne lui-même pour la période 1976-1980 et les deux périodes quinquennales précédentes.

Taux de croissance du produit national (produit matériel net) : Les chiffres de la première colonne sont les chiffres du plan, ceux de la deuxième colonne les résultats obtenus.

1966-1970		
Bulgarie	8,5	8,7
Tchécoslovaquie	4,1-4,4	6,9
RDA	5,1-5,7	5,2
Hongrie	3,5-3,9	6,8
Pologne	6,0	6,0
Roumanie	7,0	7,6
URSS	--	7,6
1971-1976		
Bulgarie	7,7-8,5	7,8
Tchécoslovaquie	5,1	5,5
RDA	4,9	5,4
Hongrie	5,5-6	6,2
Pologne	6,6-6,8	9,8
Roumanie	11,0-11,3	11
URSS	6,8	5,7
1976-1980		
Bulgarie	7,7	6,1
Tchécoslovaquie	4,9	3,7
RDA	5	4,1
Hongrie	5,4-5,7	3,2
Pologne	7,0-7,3	1,6
Roumanie	11,0	7,2
URSS	4,7	4,3
1981-1985 (plan)		
Bulgarie	4,6-5,4	
Tchécoslovaquie	2,7-3,0	
RDA	5,1-5,4	
Hongrie	2,7-3,2	
Pologne	2	
Roumanie	7,1	
URSS	3,4-3,7	

Comme on le voit (les chiffres ont été très légèrement corrigés sur la base d'autres sources, toutes officielles, et

complétées pour les deux premiers: quinquennats par les pourcentages de planification), et comme le note Csaba lui-même:

1) Les taux moyens de croissance, qui étaient déjà loin d'être très élevés dans la période quinquennale de départ (le Japon et même l'Italie capitalistes les dépassaient alors de quelques longueurs), se maintiennent à un niveau relativement élevé dans les pays satellites jusqu'en 75, puis baissent nettement surtout en Roumanie et en Pologne. En URSS ils baissent dès 1966-1970, prolongeant ainsi un déclin qui a commencé dès le début des années 50, mais subissent une chute encore plus accentuée avec le début de la crise mondiale.

2) Les planificateurs eux-mêmes sont obligés, implicitement, de détruire le mythe officiel d'une économie en croissance ininterrompue et à des niveaux de plus en plus élevés. Depuis 1976, même les taux indicateurs du plan baissent par rapport au plan précédent et sont en net déclin surtout à partir de 1981. En URSS en particulier la chute de 1966-1970 au plan 1981-1985 est catastrophique. Dans un prochain article nous verrons qu'en 1981 et 1982, même les objectifs réduits des différents plans n'ont pas été atteints.

3) L'auteur de l'article lui-même admet que tous les planificateurs des pays de l'Est forment pour le proche avenir des prévisions pessimistes, surtout en ce sens qu'ils reconnaissent comme inévitable le fait que la courbe cyclique mondiale se répercute sur le cours de l'économie du "monde socialiste", démentant ainsi indirectement les "théories" officielles sur le caractère du "socialisme réel".

Il est inutile de faire remarquer à nos lecteurs que le cours de la production industrielle enregistre partout, en Europe de l'Est, des taux plus élevés que le revenu national, le cours de la production agricole, au contraire, des taux nettement plus bas. Tout en reproduisant les tableaux ci-dessous, notre auteur se garde bien, comme doit le faire un marxiste digne de ce nom, d'y voir une nouvelle confirmation du caractère non socialiste du mode de production de l'Est : c'est à l'agriculture, à la production des denrées alimentaires, que le socialisme - le vrai, pas le faux ! - consacrerait le

maximum d'efforts et de ressources, en élaguant au contraire sans pitié les branches aujourd'hui hypertrophiées de l'industrie, et surtout l'industrie lourde.

Voici les chiffres, fournis par Csaba et qui montrent le cours déclinant de toutes les économies des pays de l'Est : Taux de croissance de la production industrielle lourde :

1971-1975	
Bulgarie	effectif 9,1
Tchécoslovaquie	6,7
RDA	6,5
Hongrie	6,4
Pologne	10,4
Roumanie	12,9
URSS	7,4
1976-1980	
Bulgarie	plan 9,2 / effectif 6,2
Tchécoslovaquie	5,9 / 4,8
RDA	6,0 / 5,1
Hongrie	5,9 - 6,2 / 3,4
Pologne	8,2 - 8,4 / 4,4
Roumanie	11,5 / 9,5
URSS	6,3 / 4,5
1981-1985	
Bulgarie	plan 5,4-6,2
Tchécoslovaquie	3,4-3,7
RDA	5,1-5,4
Hongrie	3,5-5,4
Pologne	-0,5
Roumanie	7,6
URSS	4,7-5,1

L'ironie de l'histoire est qu'au bout du compte le pays "modèle" est un de ceux qui ont le taux de croissance le moins élevé, l'URSS, et que c'est cette même URSS qui avait lancé à travers le monde la théorie du socialisme caractérisé par des taux de croissance uniformément croissants. Le pays qui est en tête est la petite Bulgarie, non pas parce que, obéissant plus que tous les autres satellites aux décrets du Kremlin, elle serait en train de "construire le socialisme" avec plus de conviction et avec de meilleurs résultats que ses confrères, mais uniquement parce que, étant la plus arriérée de tous, elle a commencé sa course en partant de presque rien et

elle a donc fait, en fait, sur les pan-neaux des bureaux de statistiques, des pas relativement de "géant" (4).

Taux moyens de croissance annuelle de la production agricole lourde :

	1971-75	1976-80
Bulgarie	3,0	0,9
Tchécoslovaquie	2,7	1,7
RDA	2,9	1,0
Hongrie	4,7	2,3
Pologne	3,5	-1,4
Roumanie	6,5	3,4
URSS	0,6	1,2

Dans ce domaine la baisse s'est transformée en véritable désastre et depuis 1981 c'est l'URSS qui est au comble de la catastrophe, ce qui l'oblige à importer des quantités considérables de céréales du pays qui est la quintessence même du capitalisme avancé et de l'impérialisme pourrissant, les USA. Nous examinerons les chiffres des années récentes dans un prochain article : on comprendra mieux alors le sens de la "cure Andropov" que connaît actuellement l'URSS, ou le retour à la mode du "nouveau mécanisme économique" en Hongrie, sans parler, naturellement, du cataclysme polonais.

(à suivre)

- 1) Cf. Cours de l'Impérialisme mondial, in "Programme Communiste" n° 67, juillet-septembre 1975 pp23-26. Mais voir aussi La Russie si apre alla crisi mondiale dans "Quaderno del Programma Comunista" n°2, juin 77. La prévision de 1956 se trouve dans Dialogo coi morti, pp145-146.
- 2) Sur le poids de ces facteurs subjectifs et objectifs dans la situation des pays de l'Est, voir Włodzimierz Brus, Storia economica dell'Europa orientale, 1950-1980, traduction italienne du texte anglais, Rome, Editori Riuniti, 1983.
- 3) Voir la traduction italienne de son article Anche l'Est nella stretta dell'economia mondiale (l'Est aussi dans l'état de l'économie mondiale), in "Politica internazionale", n°10, octobre 1982.
- 4) Tout pays émergent du tiers-monde peut montrer, au début de son industrialisation, des taux de croissance exceptionnels (et, souvent, de loin supérieurs à ceux de la Bulgarie elle-même) sans prétendre pour autant qu'il est socialiste.

## LA LUTTE CONTRE L'OPPRESSION NATIONALE PALESTINIENNE, TERRAIN DE LUTTE POUR LE COMMUNISME

Un lecteur qui nous suit depuis longtemps nous a fait parvenir ses remarques critiques à propos de ce que nous avons écrit récemment sur le mouvement national palestinien (voir Programma Comunista N° 20 et le Prolétaire N°367 "La lutte nationale des masses palestiniennes dans le cadre du mouvement social au Moyen-Orient").

En substance, ce lecteur trouve que ce texte s'éloigne de ce que nous avons écrit précédemment et, en particulier est contradictoire quand, dans l'introduction, nous disons les deux choses suivantes, qui donnent d'ailleurs leur contenu à tout le texte: 1) "Nous abandonnerons cette lutte nationale non pas

comme la conséquence d'une révolution bourgeoise à achever, mais comme la conséquence d'un facteur national interne à une situation caractérisée par un capitalisme déjà réalisé, dans lequel il n'y a donc plus de tâches sociales communes aux bourgeois et aux prolétaires"; 2) et plus loin: "La revendication de l'Etat national palestinien (...) correspond aussi aux intérêts actuels des prolétaires palestiniens et arabes (...) est pour eux un point nécessaire de passage dans leur chemin vers la révolution communiste".

Il nous semble donc utile de préciser pourquoi ces deux affirmations ne sont pas contradictoires.

### Revendications communes à plusieurs couches aux intérêts de classe opposés

Est-il possible qu'une revendication soit commune à plusieurs classes et, en même temps, que ces classes aient des tâches sociales (et donc des intérêts historiques) différents ou opposés ? L'histoire montre que non seulement c'est possible mais que c'est fréquent, parce qu'une société où les intérêts des classes s'opposent de façon pure n'existe pas. Il n'existe pas de société bourgeoise où la bourgeoisie n'ait réalisé complètement la transformation sociale de façon conforme à ses objectifs, sans avoir fait des compromis avec les autres classes. L'opposition sociale entre prolétaires et bourgeois ne prend donc pas la forme de deux armées qui se rassemblent derrière le drapeau bourgeois et le drapeau prolétaire.

La règle est pas seulement dans les pays arriérés, mais aussi dans les pays bourgeois modernes est qu'à côté de mouvements et de revendications exclusivement prolétaires, surgissent continuellement des revendications sociales qui concernent aussi d'autres couches ou couches particulières. Et le mouvement prolétaire lui-même s'exprime, si l'on peut dire, de façon "impure". "La révolution socialiste en Europe", écrit Lénine ne peut être que l'explosion de la lutte de masse de tous les opprimés et de tous les mécontents. Une partie de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participent inévitablement sans une telle participation aucune lutte de masse, aucune révolution n'est possible et ils apporteront dans le

mouvement de façon tout aussi inévitable, leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs".

Dans certaines aires, ces "préjugés", ces "fantaisies réactionnaires", etc., sont liés à des problèmes de nationalités opprimées, de minorités linguistiques et religieuses, d'immigration; dans les aires de capitalisme plus jeune, de nombreuses questions bourgeoises restent "ouvertes" comme terrain d'affrontement aussi des prolétaires, tandis que dans les aires de capitalisme mûr les nouveaux préjugés démocratiques ouvrent la voie à un autre type de lutte. Sur ce terrain "impur" la masse prolétarienne lutte et apprend à reconnaître ses propres intérêts, ses ennemis et ses faux amis, et donc à s'organiser pour soi. Voici donc tracé le sens du travail des communistes sur ce terrain.

Un exemple typique est fourni par les luttes contre l'oppression nationale dans un cadre, comme c'est le cas au Moyen-Orient, déjà capitaliste dans son ensemble, mais où il est évident qu'il existe une masse d'aspects sociaux, politiques, idéologiques, liés à l'histoire passée (qu'on pense par exemple à la forme de gouvernement) qui pèse aussi sur des couches bourgeoises et petites-bourgeoises, qui met en mouvement, qu'on le veuille ou non, toute la société. Le prolétariat palestinien chassé de sa terre à ses côtés le bourgeois plus ou moins radical ou modéré, et ce dernier a une base réelle pour répandre l'illusion qu'il y a des intérêts communs aux palestiniens de toutes les classes (1).

Autre exemple de situation "impure" bien connue, les revendications qui concernent la condition féminine, sur laquelle peuvent se greffer tant des mouvements à contenu purement bourgeois que prolétaire. Il y a aussi les revendications et les mouvements de couches

### Développer et organiser la défense des intérêts prolétaires

A partir de là deux positions sont possibles (si nous excluons, parce qu'elle est sans intérêt, pour le moment, et qu'elle n'a même pas une apparence marxiste, la position qui voit dans tous les mouvements qui luttent sur le terrain de la lutte armée, indépendamment de leurs objectifs, des mouvements révolutionnaires). La première, qui dit que ces mouvements sont impurs parce que les contradictions n'ont pas encore mûri, c'est à dire n'en sont pas arrivées au point où l'intérêt prolétaire tend déjà à se séparer de l'intérêt des autres classes et permet l'intervention du parti révolutionnaire, qui organise précisément les prolétaires. La deuxième - et c'est celle qui est élaborée dans le texte que notre lecteur critique - se propose au contraire de développer, sur la base de l'analyse des potentialités et des forces réelles, l'opposition entre l'intérêt prolétaire et les intérêts des autres classes dans tous les domaines et sur tous les plans. Le devoir des communistes devient alors non seulement de "participer" aux mouvements sociaux, mais de suivre leur développement du point de vue de la manifestation de l'intérêt prolétaire, dans le but de l'organiser de façon autonome (sans pour autant nier à d'autres couches sociales une fonction spécifique pendant un certain temps).

Ainsi, dans le cours du développement d'un mouvement donné apparaîtra de façon tangible la séparation, à un certain moment, entre les intérêts bourgeois et les intérêts prolétaires, séparation à laquelle les communistes auront préparé le mouvement prolétaire, en constituant déjà des éléments d'indépendance réelle, organisationnelle et politique. Cette situation diffère nettement de celle où sont présents des mouvements bourgeois révolutionnaires (comme c'était le cas en Allemagne en 1848 ou en Russie

sociales "impures" ou petites-bourgeoises, comme les petits propriétaires fonciers ou les semi-prolétaires agricoles, vis à vis desquels le prolétariat agit non seulement par la propagande mais aussi par des revendications spécifiques de caractère immédiat.

et aussi en 1917), parce qu'il ne s'agit plus de lutter côte à côte avec eux et de contribuer à une révolution démocratique bourgeoise plus profonde. Nous sommes maintenant au contraire dans le domaine des luttes partielles, où le mouvement communiste a pour but de conquérir la direction du mouvement prolétaire, en partant des causes réelles des luttes. Ce qui distingue la société bourgeoise "pure" de la période bourgeoise révolutionnaire, ce n'est pas qu'il n'y aurait plus de revendications "bourgeoises" (c'est à dire qui ne mettent pas en cause la domination bourgeoise) qui intéressent le prolétariat, mais que celles-ci ont cessé d'être révolutionnaires. (2). Dans de nombreux cas elles sont, c'est vrai, des éléments de déviation du mouvement prolétaire, mais elles ne cessent pas nécessairement pour autant d'être un terrain d'intervention et de lutte pour les communistes qui y poursuivent un double but: défendre l'intérêt prolétaire inhérent à la lutte donnée (mettons l'oppression féminine ou certains cas d'oppression nationale), l'organiser et le libérer du cadre réformiste (et donc bourgeois). Et souvent il s'agit de le libérer aussi du pseudo-révolutionnarisme qui est conféré à certains mouvements immédiats sur la base de leurs méthodes. C'est dans ce cadre - comme le montre toute l'introduction de l'article - qu'a été insérée la question palestinienne, qui voit différentes classes intéressées chacune à leur façon par la revendication nationale, chacune sur sa propre base sociale. Les bourgeois essaient de guider les prolétaires en les insérant dans leur "front" pour obtenir un Etat national en fonction des possibilités de la situation (dans le texte on précise: "dans le cadre de l'impérialisme mondial"), c'est à dire dans les luttes inter-bourgeoises compatibles avec l'oppression des prolétaires.

(suite page 6)



# SUR LA REVENDICATION DES LIBERTES DEMOCRATIQUES EN ALGERIE

## Les enseignements de l'Histoire

Les expériences douloureuses du prolétariat dès le XIX<sup>e</sup> siècle (voir la révolution de 1848) et encore plus à l'époque impérialiste exigent une démarcation claire face aux illusions et aux pièges véhiculés par l'idéologie démocratique. Cela ne signifie nullement une aversion de principe, et au fond morale, à l'égard du concept démocratique: nous reconnaissons historiquement à la démocratie bourgeoise un rôle éminent révolutionnaire qui a permis la maturation des antagonismes sociaux et révolutionnaires modernes; même à la phase impérialiste du capitalisme les luttes "démocratiques" dans les pays colonisés ou dominés ont eu et ont encore dans certaines régions un caractère révolutionnaire ou au moins progressiste.

En outre, dans les aires de capitalisme ancien, face à des Etats bourgeois bien consolidés, le prolétariat est partie prenante des luttes pour assurer ou conquérir un certain nombre de droits dit "démocratiques" qui facilitent son organisation et sa lutte: liberté de presse, d'association, de réunion, de circulation, de manifestation, de grève; égalité économique, sociale et politique entre travailleurs autochtones et immigrés, entre hommes et femmes... Mais il est clair que nul Droit bourgeois, nulle forme étatique capitaliste n'assure à la classe ouvrière et aux masses opprimées une réelle liberté d'action et de lutte. Au contraire le "gouvernement du peuple", le pouvoir démocratique, ne sont que des illusions qui masquent la domination de fer, la dictature réelle des classes possédantes. Pour la bourgeoisie, dès son ascension, la Liberté n'était que la liberté de faire circuler les marchandises et d'exploiter la main-d'œuvre salariée, l'esclave salarié n'ayant, lui, que la liberté de vendre sa peau au plus offrant!

Les précautions que prend notre parti, dans la tradition de la Gauche Communiste d'Italie et dans le prolongement de Marx et de Lénine, dans l'emploi des termes Démocratie et Liberté en général en régime capitaliste découlent des ravages perpétrés par l'idéologie démocratique dominante dans les rangs même des prolétaires et non pas d'un a-priori de principe ou d'une répulsion morale (1).

La fragilité politique des mouvements de la classe qui se développent aujourd'hui en l'absence d'une Internationale Communiste véritable et après près de 60 ans de noire contre-révolution est un facteur supplémentaire de prudence. Il serait illusoire d'espérer que ces mouvements dépasseront spontanément et mécaniquement leurs illusions démocratiques. Il suffit d'observer ce qui se passe en Pologne ou en Amérique Latine pour s'en convaincre. La lutte armée elle-même ne constitue nullement un vaccin antidémocratique.

En Algérie aussi la lutte des classes connaît depuis plusieurs années un véritable réveil.

### Le cas de l'Algérie

Les luttes, qu'il s'agisse à l'origine de grèves ouvrières (ou étudiantes) ou de protestations de rue collectives contre la misère, les conditions d'

Si le communisme a défini les caractéristiques essentielles du passage révolutionnaire de la société capitaliste à la société communiste, la lutte des classes ne se déroule pas selon un plan machiavéliquement tracé à l'avance dans tous ses détails par le parti révolutionnaire. La stratégie et la tactique du parti, dont l'éventail est certes délimité par la théorie et le programme, doit s'appuyer sur le mouvement réel.

Nombreux sont les exemples historiques où les dirigeants de la trempe d'un Marx ou d'un Lénine ont été surpris par le déroulement concret de la lutte des classes. Pour ne citer que ces exemples, la Commune de Paris et la révolution de 1905 en Russie ont énormément enrichi l'expérience stratégique et tactique du marxisme révolutionnaire.

A un degré bien plus modeste nous sommes aujourd'hui confrontés, dans les différentes aires où nous intervenons, à un mouvement social qui s'est développé indépendamment de notre influence réelle et à des questions tactiques de plus en plus précises dans la mesure où nous avons l'ambition de prendre part aux luttes et de les influencer à notre échelle.

C'est ainsi qu'il est nécessaire de dégager une position claire par rapport à la revendication des "libertés démocratiques" qui est avancée en Algérie dans le cadre de la lutte sociale par certaines forces politiques.

existence, l'oppression ou la répression, y prennent très rapidement la forme d'émeutes qui s'attaquent directement à l'Etat, à ses symboles et à ses représentants. Notre presse s'est fait l'écho ces dernières années de ces événements soigneusement dissimulés par la presse officielle, aussi bien en Algérie qu'en France.

Le caractère explosif des luttes découle certes d'une pression économique sans cesse accrue sur les jeunes et les masses travailleuses dans ce pays (hausse des salaires, vie chère, chômage) mais aussi des revendications cruciales concernant la scolarité, les transports, le logement, le système de santé, la condition féminine, l'oppression culturelle des populations kabyles. Les masses laborieuses et les jeunes promis au chômage expriment violemment une frustration, retenue depuis l'indépendance, de ne pas pouvoir librement et indépendamment des rouages de l'Etat, du FLN et de l'UGTA, s'organiser et lutter. La bourgeoisie algérienne au pouvoir n'a pas tenu les promesses de son programme, certes bourgeois mais qui devait au moins assurer aux masses les libertés élémentaires de presse, d'association, de manifestation, de grève. Les mesures sociales et les prétentions socialistes du régime ne font plus illusion face au développement bourgeois et à l'accentuation des contradictions de classe, malgré le travail opportuniste accompli par les larbins staliniens du PAPS dans les usines, les quartiers et les lieux d'enseignement.

Les masses laborieuses et la jeunesse échappent aujourd'hui au contrôle des fractions bourgeoises et des appareils de collaboration de classe secrétés par le FLN. Dans un pays comme l'Algérie, une fois les bourgeois largement servis, il ne reste plus guère les moyens de cultiver une véritable "aristocratie ouvrière" capable d'amortir les contradictions sociales. Dans une certaine mesure ce rôle est dévolu aux classes moyennes et petites-bourgeoises, qui n'ont plus aucune potentialité révolutionnaire, mais qui revendiquent une meilleure place au soleil.

C'est l'armée qui reste le pilier principal de l'équilibre politique, en jouant hypocritement sur un prestige anticolonial d'ailleurs usurpé (car elle

a attendu l'indépendance cantonnée aux frontières). C'est à travers l'armée et sous l'uniforme qu'a pu se développer une bourgeoisie moderne. C'est sous sa protection qu'une bourgeoisie civile a pris son essor et affirme aujourd'hui de nouvelles ambitions économiques et politiques.

Dans de telles conditions il est logique et nécessaire que le mouvement social agite, à côté des revendications matérielles, des revendications immédiates plus politiques concernant les "libertés" et "droits" élémentaires mentionnés ci-dessus, qui lui permettent de mieux manœuvrer et de s'organiser indépendamment des rouages de l'Etat.

De tels objectifs intéressent au premier chef la jeunesse prolétarienne ou en voie de prolétarianisation et les masses laborieuses des villes et des campagnes. Mais il est vrai qu'ils intéressent aussi les classes intermédiaires et une partie de la bourgeoisie, qui s'estiment brimées et cherchent à détourner la colère dans une perspective réformiste: la démocratisation de l'Etat bourgeois.

C'est dans ce sens qu'agissent différents courants en Algérie, comme les benbellistes, le FFS, l'UGSI (de Mohamed Harbi) etc. Il n'y a aucun argument sérieux qui puisse écarter pour l'Algérie un jeu politique bourgeois qui associe le bâton et la carotte en faisant miroiter devant les masses une illusoire libéralisation. Cette recette a fait ses preuves sous toutes les latitudes, surtout en l'absence d'une solide avant-garde ouvrière et d'un authentique parti révolutionnaire, en Iran comme en Pologne, en Tunisie comme au Pérou.

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier la revendication de "libertés démocratiques".

### Un mot d'ordre ambigu et dangereux

Cette expression a d'ailleurs en Algérie toute une histoire. Après avoir été poignardée dans le dos par le PCF et la PCA et dissoute par le Front Populaire, l'Etoile Nord-Africaine de Messali Hadj s'était reconstituée en 1937 dans le PPA (clandestin après 1940) puis en novembre 1946 dans le MTLD: Mouvement pour le Triomphe des Libertés Dé-

mocratiques. Partant d'une plate-forme internationaliste issue du Manifeste de Marx, mais trahi par l'Internationale Communiste stalinisée et par le PCF social-impérialiste, le messalisme s'était replié dans une perspective certes révolutionnaire mais davantage nationaliste, ce qui l'a d'ailleurs amené par moments à une attitude flottante à l'égard du nationalisme bourgeois d'un Ferhat Abbas. Il n'en a pas moins constitué la matrice de la lutte armée.

Sans doute le souvenir de cette revendication de "libertés démocratiques" est-il resté gravé non seulement chez les anciens cadres de la lutte anticoloniale, aujourd'hui plus ou moins embourgeoisés, mais aussi parmi les masses qui ont été frustrées des produits de leurs sacrifices. Mais il faut dire bien fort qu'une telle revendication n'a plus à présent le même contenu et que précisément le déroulement de la révolution algérienne a démontré l'inaptitude des forces bourgeoises et petites-bourgeoises à accomplir ces promesses. Après 20 ans d'indépendance et d'accumulation capitaliste nationale il serait catastrophique d'entretenir d'une façon ou d'une autre le mythe d'une révolution démocratique à poursuivre, alors que ce sont bien les conditions d'une révolution prolétarienne qui ont mûri en Algérie.

A notre avis ce mot d'ordre général n'est nullement innocent dans la bouche des forces politiques qui l'agitent parmi les masses exploitées. Il s'inscrit dans une perspective bien précise: poursuivre la révolution algérienne en changeant de direction, dans le cadre d'un front interclassiste, et démocratiser les institutions. Et même si les classes exploitées des villes et des campagnes sont intéressées à conquérir par la lutte un certain nombre de "droits" et de liberté de manœuvre, il serait catastrophique qu'elles se fassent bernier une fois de plus.

Quant aux forces politiques qui soutiennent à fond ce mot d'ordre en prétendant que spontanément les masses ne s'y trompent pas et débordent les réformistes, ils jouent un jeu dangereux et l'apprendront à leurs dépens. Il est clair évidemment que les révolutionnaires ne doivent en aucun cas désertier le terrain de telles revendications politiques et qu'ils ont au contraire une responsabilité encore plus grande que dans les luttes de type "économique": aider la classe ouvrière à déjouer les manœuvres réformistes et opportunistes.

Cet aspect tactique fera plus particulièrement l'objet de la suite de l'article, à paraître dans le prochain numéro du Prolétaire.

1) Cette question a été abondamment traitée dans nos textes classiques comme "Le principe démocratique" (dans la brochure Parti et classe) et plus récemment dans Le Prolétaire 286 et dans les n° 6 et 7 d'El-Oumami (1979). Nous pouvons faire parvenir ces articles aux lecteurs intéressés.

## LA LUTTE CONTRE L'OPPRESSION NATIONALE PALESTINIENNE ...

(suite de la page 5)

Les prolétaires communistes, au contraire, sans nier la revendication nationale, mais sans lui donner non plus le caractère d'objectif final et décisif de la situation prolétarienne, interviendront pour l'organisation prolétarienne indépendante. Si la revendication se réalise grâce à un mouvement prolétarien indépendant, non seulement elle portera plus d'avantages au prolétariat, qui continuera à être exploité par sa propre bourgeoisie, mais ce sera un élément de lutte contre sa propre bourgeoisie (et il n'est pas difficile de prévoir que dans ce développement la bourgeoisie renoncera même à la revendication nationale, en masquant sa manœuvre d'assujettissement des prolétaires).

Ainsi le mouvement prolétarien se défendra aussi contre sa propre bourgeoisie, dont la victoire, comme l'ont montré les cas de lutte nationale (Vietnam, Algérie) ne signifie pas du tout la liberté du mouvement politique pour le prolétariat. Cette liberté (indépendance politique et organisationnelle), le prolétariat doit la conquérir avant et contre la bourgeoisie. Telles sont les raisons qui nous font dire qu'il n'y a pas de contradiction à écrire, d'une part, que la bourgeoisie palestinienne, comme la bourgeoisie arabe en générale, ne joue pas un rôle révolutionnaire et, d'autre part, que la lutte contre l'oppression nationale des palestiniens par Israël (et l'impé-

rialisme sous ses différentes formes) est un terrain aussi prolétarien, et que c'est même un élément de développement de la lutte prolétarienne, à côté d'autres éléments. Il restera un autre point à éclaircir. C'est à propos d'une position que l'on entend souvent avancer et qui est la suivante: "c'est vrai, la bourgeoisie n'est plus révolutionnaire, mais elle est obligée de lutter contre Israël sous peine d'être submergée par le mouvement national à caractère plébéien et petit-bourgeois. Les conditions historiques donnent un caractère révolutionnaire, ou au moins progressif, à ce mouvement plébéien qui, en luttant contre Israël, crée une situation favorable à la lutte prolétarienne". Nous étudierons cette question dans un prochain article.

1) L'exemple du Nigéria montre comment bourgeois et prolétaires sont opposés sur un même terrain: le Nigéria participe à un mouvement contre l'apartheid en Afrique du sud, revendication que les prolétaires noirs poursuivent aussi et, en même temps, le Nigéria mène pratiquement une des plus dures politiques d'"apartheid" contre les prolétaires noirs!

2) Ces revendications, comme dit Lénine dans le texte cité, ont cessé d'être des facteurs indépendants, c'est à dire capables en soi de produire une lutte révolutionnaire, indépendamment du contexte dans lequel elles sont réalisées.

## Le XVI<sup>e</sup> Conseil National Palestinien à Alger

Au-delà des discussions intenses et de tendances divergentes qui s'y sont exprimées, le 16<sup>e</sup> Conseil National Palestinien s'est terminé par une confirmation de l'unité de l'OLP derrière Arafat. Ce résultat confirme l'impasse dans laquelle se trouve en réalité l'OLP. C'est cette impasse qui explique à la fois l'existence de tendances différentes au sein de l'OLP et la nécessité dans laquelle elles se trouvent de rester unies.

La première tendance regroupe, au-delà de sensibilités qui peuvent elles-mêmes avoir des différences entre elles, toutes les forces qui, avec Arafat, acceptent la constitution d'un mini-Etat palestinien associé à la Jordanie dans le cadre d'une confédération. Cette tendance accepte le plan de Fès (cf. Prol. 366) et même le plan Reagan (qui pourtant ne fait aucune allusion à un éventuel Etat palestinien) et cherche à avancer à travers la voie diplomatique dans le cadre d'une démarche commune avec les Etats arabes. Pour garder cependant des atouts dans les négociations diplomatiques, elle refuse de reconnaître explicitement et unilatéralement l'Etat d'Israël (alors que le plan Brejnev de 1981 auquel elle adhère reconnaît le droit à l'existence de tous les Etats y compris Israël) et de renoncer à la lutte armée. Celle-ci n'est cependant conçue que comme un des as-

pects d'une stratégie fondamentalement diplomatique recherchant le compromis avec l'équilibre impérialiste et contre-révolutionnaire en place dans la région.

La seconde tendance, représentée par Issam Sartoui, recherche, ouvertement, au nom du réalisme, le dialogue avec l'Etat sioniste et propose comme préalable à toute discussion la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Cette tendance cependant, n'a pu s'imposer notamment en raison de l'intransigeance du boucher sioniste qui refuse toute négociation, ce qui rend la ligne Sartoui fort aléatoire.

La troisième tendance regroupée derrière Habache et Hawatmeh représente l'aile radicale qui privilégie la lutte armée. La seule possibilité de mener cette lutte se trouvant dans la plaine de la Bekaa, sous contrôle syrien, cette tendance est obligée de rechercher l'appui de la Syrie. L'Etat syrien, boucher de Tall-El-Zaatar, n'étant, de son côté, pas pressé de chercher l'affrontement systématique avec Israël, cela ne laisse aucune perspective stratégique du rable à cette tendance et la rend prisonnière du bon vouloir de Damas.

C'est pourquoi la victoire d'Arafat traduit le choix forcé auquel l'OLP se trouve pratiquement acculé en raison du rapport de force et de toute sa trajectoire passée. (suite page 8)

# 1922-1982 : 60ème anniversaire de la Constitution de l'URSS.

## La lutte à mort de Lénine contre le chauvinisme «Grand-Russe» (2)

Nous avons vu, dans la première partie de cet article, avec quelle ardeur et quelle âpreté Lénine s'est battu en 1922-23 contre le "chauvinisme de grande puissance" dont il voyait imprégnés les artisans de la nouvelle constitution russe, à commencer par Staline,

chauvinisme qui les amenait à pratiquer vis-à-vis des nationalités mineures, derrière le paravent de l'"autonomie", une politique de russification forcée toute pareille à celle qui avait caractérisé le tsarisme.

L'attention envers le "sentiment national", poussée s'il est nécessaire dans des circonstances données jusqu'à la reconnaissance non seulement de l'auto-détermination, mais de la "liberté de

séparation", répondait pour Lénine (et doit répondre pour nous) aux intérêts de ce qui pour nous est et reste primordial : l'internationalisme prolétarien et communiste.

### L'hydre chauvine

Ce qui favorisait la diffusion d'une mentalité chauvine dans un sens "grand-russe", c'était l'isolement croissant de la Russie révolutionnaire, le repli du parti sur les tâches quotidiennes d'administration de l'URSS qui s'ensuivaient, le poids - qui devait s'accroître toujours plus à l'ombre de la NEP - "de l'élément petit-bourgeois qui nous entoure comme l'air et qui pénètre profondément dans les rangs du prolétariat", comme de "l'influence grande-bourgeoise menchévique" (1), et enfin c'était le poids d'un appareil bureaucratique vis-à-vis duquel le parti à la tête de la dictature prolétarienne se sentait impuissant comme tel qu'un qui est assis au volant d'une voiture et croit la diriger, alors qu'il est inexorablement entraîné par elle. Bref c'était la nature intrinsèque d'un pouvoir "fondé sur deux classes" et sujet, en l'absence d'une extension mondiale de la révolution, à subir l'influence croissante de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine et rurale, véhicules d'une nouvelle accumulation grand-capita liste.

C'était la mécanique même de l'administration de la dictature "en vase clos" qui faisait pression dans le sens du "chauvinisme grand-russe". Carr écrit avec raison : "La centralisation même de l'autorité et des contrôles, qui aurait dû permettre de poursuivre plus efficacement et plus rapidement la politique en question (la politique des nationalités), eut l'effet paradoxal, mais inévitable, d'accroître la subordination des autres nationalités au noyau grand-russe autour duquel elles se rassemblaient. Il est vrai que, comme remède contre la centralisation, on ne lésina pas sur les postes de responsabilité dans l'administration accordés aux membres des nationalités mineures (...). Mais ce remède était insuffisant, car les titulaires non russes de ces postes, face à la prépondérance numérique du groupe grand-russe, s'assimilèrent sans effort, et même sans intention délibérée, à ce dernier, jusqu'à en partager complètement les points de vue (...). La capitale administrative, le centre où toutes les décisions importantes étaient prises, était Moscou. Ainsi, les commissariats avaient beau être pleins de Biélorusses ou d'Arméniens: la mentalité bureaucratique, contre laquelle Lénine peaufinait tant, tendait presque automatiquement à se confondre avec la mentalité grand-russe" (2). En ce sens, le processus était inévitable comme tous les processus matériels: l'enregistrement (pour l'endiguer autant que possible, comme Lénine l'exigeait fermement) était une chose, s'y subordonner jusqu'à en faire une règle d'action ou même de principe

(exactement comme on théorisait le "socialisme dans un seul pays") était une autre chose; c'était même le contraire. Nous avons vu également qu'en ce qui concerne le texte définitif de la nouvelle constitution, Lénine gagna presque entièrement la partie. Toutefois, au-delà de la forme sous laquelle on revêtit les paragraphes de la constitution de 1923 (au XII<sup>e</sup> Congrès du PCR (b), en avril 1923, Staline eut soin de renier ce qu'il avait dit en polémique contre Lénine lui-même en se présentant comme plus royaliste, ou du moins aussi royaliste que le roi), au-delà de cette forme donc, la pratique et la méthode d'application des règles fixées statutairement continuèrent selon le mode désormais établi, comme on le vit précisément à la même époque dans la fameuse question géorgienne.

Brièvement, voici comment les choses se passèrent. Lorsque, au cours de 1922, on proposa aux trois républiques d'Arménie, de Géorgie et du Turkestan de s'unir dans une Fédération transcaucasienne comme premier pas vers la réalisation d'une union fédérale générale sur le type de la future URSS, ce plan rencontra la vive résistance des communistes géorgiens eux-mêmes, soucieux de conserver à leur pays - qui avait été sous le tsarisme la victime de longues persécutions et qui était jaloux non seulement de l'indépendance obtenue, mais de son niveau économique atteint au prix de longues souffrances - une position sinon de primauté par rapport aux républiques voisines, du moins d'autonomie. Le désaccord, bien qu'aplané à la suite d'une longue série de rencontres à Moscou, n'avait pas cessé de couvrir sous la cendre, et Lénine avait été contraint - avec des paroles sereines mais sévères - de rappeler à la discipline le comité central du parti en Géorgie, avec un télégramme du 21 octobre 1922.

La constitution de la Fédération de Transcaucasie fut enfin approuvée en décembre. Mais la commission chargée, sous la direction de Dzerjinski et d'Ordjonikidzé, de réaliser sans graves secousses le passage au nouveau système politique se comporta avec la célérité bureaucratique, l'arrogance et, pis, la brutalité qui, comme le sentit Lénine de son lit de malade, devaient ensuite caractériser l'époque de Staline. Le recours à ces méthodes soulevait, selon le grand révolutionnaire, "une question de principe très importante : comment comprendre l'internationalisme", question que, selon lui, "nos camarades n'ont pas suffisamment comprise" (3). Et c'est là l'origine de la 2<sup>e</sup> lettre sur la "question de l'autonomie" ("suite des notes, 31 décembre 1922") qui montre encore une fois que

Comme à son ordinaire, Lénine part d'une considération qui, précisément, est une considération de principe : il ne faut absolument pas poser dans l'abstrait la question du nationalisme en général. "Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation" (4). Ces deux nationalismes différents doivent être considérés de façon différente. Et Lénine continue : "Par rapport au second nationalisme, nous, les nationaux d'une grande nation, nous nous rendons presque toujours coupables, à travers l'histoire, d'une infinité de violences, et même, plus, nous commettons une infinité d'injustices et d'exactions sans nous en apercevoir (le phénomène est vu par Lénine, comme toujours, dans ses racines et ses manifestations objectives). Il n'est que d'évoquer mes souvenirs de la Volga sur la façon dont on traite chez nous les allogènes (...).

"Aussi l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite "grande" (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, l'argousin (5), doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation, l'inégalité qui se manifeste pratiquement dans la vie. Quiconque n'a pas compris cela (le camarade lecteur méditera sur toute cette phrase, NDR) n'a pas compris non plus ce qu'est l'attitude vraiment prolétarienne à l'égard de la question nationale : celui-là s'en tient, au fond, au point de vue petit-bourgeois et, par suite, ne peut que glisser à chaque instant (même les communistes n'échappent pas aux déterminations matérielles, NDR) vers les positions de la bourgeoisie". On ne peut échapper au risque de cette "glissade" qu'en se plaçant rigoureusement du point de vue des intérêts de la lutte prolétarienne pour le socialisme.

"Qu'est-ce qui est important pour le prolétaire ? Il est important, mais aussi essentiel et indispensable, qu'on lui assure dans la lutte de classe prolétarienne le maximum de confiance de la part des allogènes. Que faut-il pour cela ? Pour cela il ne faut pas seulement l'égalité formelle, il faut aussi compenser d'une façon ou d'une autre, par son comportement ou les concessions à l'allogène, la défiance, le soupçon, les griefs qui, au fil de l'histoire, ont été engendrés chez lui par le gouvernement de la nation impérialiste".

Si on nous permet un petit commentaire, le problème est analogue (ce qui ne veut pas dire identique) à celui du "comportement" et des "concessions" des communistes envers les petits paysans, dont ils ont absolument besoin de l'appui, et qu'ils ne peuvent amener à dépasser l'étroitesse de leur vision du monde, et donc de leurs intérêts présents et finaux, qu'en acceptant, dans des limites de temps qui peuvent varier selon les vicissitudes de la lutte révolutionnaire mondiale, que sa petite entreprise subsiste, et en agissant de façon à ce que les inerties du passé (y compris la méfiance vis-à-vis du nouveau pouvoir) trouvent leur dépassement naturel et, dirions-nous, organique, grâce à l'expérience des énormes bienfaits découlant du renversement de la domination bourgeoise.

"Je pense - continue la lettre - que pour les bolchéviks, pour les communistes, c'est une nécessité d'expliquer cela plus longtemps. Et je crois qu'ici nous avons, en ce qui concerne la nation géorgienne, l'exemple typique du fait qu'une attitude vraiment prolétarienne exige que nous redoublions de prudence, de prévenance et d'accommodement. Le Géorgien qui (comme Staline ou Ordjonikidzé, NDR) considère avec dédain ce côté de l'affaire, qui lance dédaigneusement des accusations de 'social-nationalisme' (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique 'social-national', mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien-là porte en réalité atteinte à la solidarité prolétarienne de classe, car il n'est rien

qui en retarde le développement et la consolidation comme l'injustice nationale; il n'est rien qui soit plus sensible aux nationaux "offensés" que le sentiment d'égalité et la violation de cette égalité, fût-ce par négligence ou plaisanterie, par leurs camarades prolétaires. Voilà pourquoi, dans le cas considéré, il vaut mieux forcer la note dans le sens de l'esprit d'accommodement et de la douceur à l'égard des minorités nationales que faire l'inverse. Voilà pourquoi, dans le cas considéré, l'intérêt fondamental de la solidarité prolétarienne, et donc de la lutte de classe prolétarienne, exige que nous n'observions jamais une attitude purement formelle envers la question nationale, mais que nous tenions toujours compte de la différence obligatoire dans le comportement du prolétaire d'une nation opprimée (ou petite) envers la nation qui opprime (ou grande).

Malheureusement l'histoire a prouvé que tout cela devait et doit être "expliqué plus longtemps" aux communistes de tous les pays. La leçon, qui s'adressait à Staline et Cie valait en effet au même titre pour les communistes français, anglais ou américains, dans leurs rapports avec les prolétaires et les communistes algériens, indiens ou "de couleur". Elle va lait pour les maximalistes italiens qui, en élevant des objections contre les thèses du II<sup>e</sup> Congrès de l'IC sur la question nationale et coloniale, s'interdisaient toute manifestation concrète de solidarité envers les prolétaires des colonies italiennes d'Afrique, insurgés sous la double pression de la domination de classe et de l'oppression nationale. Elle vaut pour quiconque aujourd'hui, regarderait par exemple les prolétaires palestiniens, dont les batailles de classe sont étroitement liées à des revendications "nationales", avec la cécité arrogante de celui qui se croit supérieur parce que, citoyen d'une grande puissance, il considère avoir dépassé l'étroitesse du nationalisme, alors que, comme le montre cette attitude de mépris envers les parias des nations "offensées", il y est plongé jusqu'au cou.

Mis, par la maladie qui un an plus tard devait le conduire à la mort, dans l'impossibilité d'intervenir au XII<sup>e</sup> Congrès du parti pour y défendre, avec tant d'autres causes directement prolétaires, également la cause des nationalités mineures, en l'occurrence, de la Géorgie, Lénine dicta par téléphone à Trotsky, le 5 mars 1923, l'ardente prière de "se charger de la défense de la question géorgienne devant le Comité Central du parti", parce que, dit-il, "cette affaire est actuellement l'objet des 'poursuites' de Staline et de Dzerjinski, et je ne peux pas compter sur leur impartialité". Ce n'est pas ici le lieu d'analyser les raisons qui conduisirent Trotsky à ne pas ouvrir la bouche sur ce sujet: nous l'avons fait ailleurs (6). Mais il est significatif que les dernières paroles de Lénine aient précisément été le message adressé le 6 mars 1923 à Mdivani, Makharadzé et d'autres (avec copie à Trotsky et à Kamenev) et ainsi conçu : "Chers camarades, Je suis votre affaire de tout cœur. Je suis indigné de la grossièreté d'Ordjonikidzé et de la connivence de Staline et de Dzerjinski. Je prépare à votre intention des notes et un discours" (7).

L'époque des "grands inquisiteurs" commençait. C'est avec "indignation", rappelons-le encore, que Lénine en pressentit l'avènement.

## DEUX POIDS, DEUX MESURES!

(suite de la page 3)

faut, parce que Kéchichian ça fait longtemps qu'il a mis les voiles. Tarif réel: croisière et champagne.

Kéchichian et ses amis, ils sont riches, très riches. Pensez, avec trente cinq kilos de morphine base, si la "soupe" prend bien, si le chimiste est compétent, en trente-six heures, cela fait plus de quatre milliards à la revente. Avec autant d'argent on ne reste pas longtemps en prison.

A Paris et à Marseille, une liberté médicale se négocie entre 300 000 et 600 000 francs selon la réalité de la maladie. L'argent est versé par la famille aux avocats intermédiaires qui répartissent les parts. Mais avec un cancer, le nec plus ultra du trafic, Kéchichian a dû s'acquitter de 80 briques. Menue monnaie pour un salarié de la Mafia. La pourriture et la corruption semblent bien remonter haut, très haut. Le magistrat instructeur a dû entendre une dame TROISIÈRE, médecin inspecteur de l'administration pénitentiaire, chef de service à Fresnes. Une de ses lettres a été déterminante pour la libération de Kéchichian. Ne parlons pas des médecins spécialistes impliqués, etc. Le prédécesseur de Madame Troisième, sans doute plus intègre et moins coopérant, avait eu la malchance d'ouvrir un colis piégé qui l'avait expédié au paradis des médecins inspecteurs.

C'est aussi tout cela la justice de classe, les combines, les magouilles, ça se paie, c'est réservé aux riches. L'article pourrait s'arrêter là, ajoutons deux mots.

Il n'y a pas "de bavures policières", il n'y a que des formes d'oppression plus visibles que d'autres. C'est toute cette oppression qu'il faut dénoncer. De l'intimidation, mitrailleuse au poing, à l'assassinat pur et simple, en passant par le passage à tabac dans les commissariats.

C'est sur une solidarité réelle, morale et matérielle que nous devons nous appuyer pour montrer que chaque attaque n'est qu'une des mailles du filet policier répressif qui nous enserré toujours plus, pour tendre à rassembler les premiers éléments qui devront constituer demain de larges organisations d'auto-défense et de Secours rouge.

La bourgeoisie a tout intérêt à minimiser toutes ces affaires, à les faire considérer comme des exceptions. C'est notre rôle de les exploiter, d'attiser la haine justifiée qu'elles suscitent et de traduire cette haine en mots d'ordre immédiats et en cri de guerre à long terme:

A BAS LES FLICS !  
A BAS LES JUGES !  
A BAS L'ETAT !

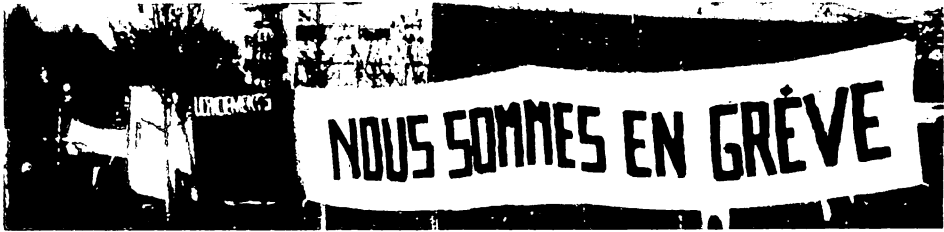


# En Suisse: MATISA brise la Paix du Travail Un exemple à suivre

Brisant une paix sociale pesante, une grève à Matisa, entreprise fabriquant des machines d'entretien des voies ferrées, vient de montrer à la classe ouvrière de Suisse par quelles méthodes de lutte elle doit s'opposer aux vagues successives de licenciements qui n'épargnent aucun prolétaire depuis un an.

Aux 82 licenciements et aux 18 mises en préretraite, les ouvriers de Matisa ont riposté en déclenchant la grève sans préavis ni limitation de durée. Leurs revendications étaient:

- NON AUX LICENCIEMENTS!
- EXTENSION DU CHOMAGE PARTIEL A L'ENSEMBLE DU PERSONNEL.



La grève a duré deux semaines, du 17 février au 3 mars, mais contrairement à la grève de 1976, qui avait duré trois semaines et qui avait mis à genoux la direction, elle n'a pas eu la puissance nécessaire pour faire aboutir ses revendications. Les licenciements auront lieu et les indemnités arrachées par la lutte n'y changeront rien. Ce résultat s'explique par les difficiles conditions dans lesquelles s'est déroulée la lutte, ce qui la rend d'autant plus méritoire et courageuse.

Déclarée à une faible majorité (56 votants pour la grève contre 53 sur 150 travailleurs de la production), la grève a dû dès le premier jour s'affronter aux obstacles les plus difficiles. Ce n'est pas l'intransigeance d'un patronat formé à l'américaine qui a été l'obstacle déterminant (elle a eu au contraire pour effet de durcir la position des grévistes), mais bien le sabotage de la FTMH et de la FCOM.

En 1976, la FTMH avait condamné la grève et n'avait offert son "soutien" officiel qu'après dix jours de lutte et sous sa pression. Cette année, avant même que la grève n'éclate, Gehlfi (secrétaire central de la FTMH) déclarait en substance "apporter son soutien quoi que décident les ouvriers". Cette nouvelle attitude, fruit de son expérience catastrophique de 1976, signifiait donc que la FTMH se mettait en avant comme "représentante des ouvriers" pour mieux pouvoir saboter la lutte de l'intérieur. Le comité fédératif de la FTMH avalisera Gehlfi le 24 février en refusant de prononcer un soutien à la grève pour ne parler que d'un "soutien à la lutte".

Alors que la revendication "contre tous les licenciements" regroupait les ouvriers en lutte en un bloc uni, la FTMH et la FCOM sortirent de leur poche, sans avoir consulté les ouvriers, une proposition de plan social lors de la séance de négociation du 22 février. Ce plan ne prévoyait ni plus ni moins que l'acceptation des licenciements et leur aménagement au cas par cas. Le rejet catégorique de ce plan-poubelle par les grévistes ne modifia pas d'un iota le travail de sape des syndicats dont les bonzes, entre deux courbettes devant les patrons, venaient démoraliser les grévistes au piquet de grève, allant jusqu'à laisser entendre une intervention des flics.

Dans ce travail de sape, les syndicats furent brillamment aidés par l'Office de conciliation, qui offrit ses services avant même que les patrons ne les lui demandent, et qui ne fit que reprendre la tactique de division par un plan social (cher aux bonzes syndicaux). La première proposition de plan social fut rejetée par la majorité des ouvriers le 25 février. Mais jeudi 3 mars, les ouvriers, grévistes et non grévistes, devaient accepter une seconde proposition de l'Office, confirmant les licenciements, mais augmentant les indemnités de licenciement. Lors de l'assemblée générale, ce plan fut évidemment défendu par les fossoyeurs syndicaux de la lutte de Matisa.

La grève était donc terminée, enterrée par ceux qui avaient juré sa mort dès le premier jour: Gehlfi, Chanex (FTMH) et Jeandupeux (FCOM).

L'heure est maintenant au bilan. Ce-

lui du PS, qui fit défiler au piquet de grève toutes ses huiles (y compris le chef des flics de Lausanne!) pour redorer son blason électoral, est clair: il est d'utiliser les luttes ouvrières comme appui à sa "lutte" parlementaire! Celui du PSO (IVE Internationale) est aussi clair: profiter de l'effervescence de Matisa et de la convergence dans le comité de soutien de toutes les organisations de la gauche pour mettre en avant une union des forces réformistes (du PS au ... PSO) ayant pour but d'imposer à l'Etat, aux cantons et aux communes des mesures illusoire de "relance"; Matisa devrait selon cette conception être rachetée par les CFF (chemins de fer fédéraux)!

Quant à nous, notre bilan est diamétralement opposé. Il part d'abord du principe fondamental que ce qui importe le plus dans une lutte n'est pas le résultat immédiat, mais L'UNION GRANDISSANTE DES TRAVAILLEURS. C'est cette union grandissante qui permettra à la classe ouvrière de porter des coups toujours plus durs au capital, c'est cette UNION GRANDISSANTE née de la lutte elle-même qu'il s'agit aujourd'hui de DÉFENDRE et de RENFORCER. Un des obstacles majeurs auxquels se sont heurtés les ouvriers de Matisa pour élargir la solidarité, pour étendre le conflit à d'autres entreprises, c'est l'atomisation de la classe ouvrière et son inorganisation absolue.

## MAROC: LE SPECTRE DE CASABLANCA

La crise économique mondiale frappe le Maroc de plein fouet; l'année qui s'est écoulée a vu une sérieuse détérioration de l'économie, alors que 1981 avait déjà été marqué par un recul de 1,6 % du PIB (Produit Intérieur Brut).

La mévente des phosphates, principale ressource du Royaume, a sérieusement amputé le budget; le déficit de la balance des paiements s'est accru de près de 19 % tandis que la dette extérieure aurait atteint 13 milliards de dollars, plaçant le Maroc immédiatement derrière l'Algérie et l'Égypte sur la liste des pays les plus endettés du continent. A cela il faut ajouter le fardeau de l'interminable guerre du Sahara (40 % du budget) (1), la poursuite de l'inflation, la médiocrité persistante de la production agricole. On peut alors se faire une idée de la situation des masses si on sait que le chômage atteint plus de 50 % de la population active.

Dans ces conditions (qui expliquent les révoltes périodiques) la bourgeoisie marocaine n'a d'autre solution que de se tourner de plus en plus vers ses protecteurs. Elle vient de conclure un accord stratégique avec les U.S.A qui lui assure une aide militaire de 100 millions de dollars et ouvre plus largement son marché aux entreprises de l'oncle Sam.

L'appui des U.S.A a été manifesté avec éclat lors des manœuvres militaires américano-marocaines de novembre dernier.

Mais que les supporters du gouvernement de gauche se rassurent: en dépit de quelques échecs commerciaux l'impérialisme français n'a rien à reprocher à son nouveau personnel politique. L'interruption des livraisons d'armes au début de l'année dernière est venue opportunément rappeler à Hassan II les limites de sa marge de manœuvre. Et en avril le ministre des finances, J. Delors signait une convention financière accordant au Maroc une "aide" de 1,3 milliard de francs, la plus forte contribution consentie par la France à un autre pays; un accord pour le "ré-échelonnement" de la dette militaire, c'est-à-dire de nouveaux délais pour régler les impayés (environ 2 milliards de francs), qui permettait la reprise des livraisons d'armes indispensables à la poursuite de la guerre; et un troisième accord de plusieurs milliards de francs pour l'office des Phosphates.

La France a par ailleurs tenu à avoir elle aussi ses manœuvres militaires conjointes en fin d'année.

Ayant ainsi restauré son emprise sur le pays, même si l'"accident" survenu au général Dlimi, généralement considéré comme pro-français, peut laisser supposer que les luttes d'influence continuent, Mitterrand lors de son voyage officiel fin janvier pouvait saluer dans le Maroc "un compagnon et un ami fidèle". Et il poussait la délicatesse jusqu'à faire interdire une émission de télévision qui devait aborder la question de la répression au Maroc: les journalistes n'avaient pas compris que les discours sur les Droits de l'Homme sont à destination exclusive des pays du bloc soviétique...

Le mois de décembre a été pourtant marqué au Maroc par de nouvelles exactions du pouvoir. Le 2, pour réprimer une grève au lycée de Berkane, la police arrête une quinzaine de lycéens. Le 6, la police et l'armée interviennent avec brutalité pour disperser un rassemblement d'élèves au lycée technique d'Oujda, faisant des morts et des blessés, le soir même la police récidive à la Cité Universitaire avec la même bruta-

L'absence de noyaux prolétariens, constitués de syndiqués comme de non syndiqués, agissant en dehors du giron des syndicats officiels qui paralysent toute initiative, tissant des liens horizontaux entre ouvriers de toutes les entreprises, organisant la défense là où c'est possible, informant systématiquement les travailleurs des attaques patronales, s'est faite durement sentir dans l'organisation du soutien à la grève. Aujourd'hui, la constitution de noyaux de prolétaires agissant avec les méthodes de la lutte de classe est une nécessité fondamentale pour la défense des conditions de vie et de travail.

C'est ce réseau qu'il faut construire aujourd'hui, c'est dans ce réseau que doivent converger tous les ouvriers qui se sont heurtés dans leur lutte au sabotage de l'appareil syndical et qui veulent continuer à combattre pour la défense de leurs frères avec les moyens de la lutte de classe.

La grève de Matisa a rappelé cette nécessité élémentaire, et elle a donné les premières conditions pour sa réalisation.

- 1) FTMH: Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie, social-démocrate, et FCOM: Fédération chrétienne des ouvriers de la métallurgie.

lité; le nombre des morts et des blessés est inconnu à ce jour. Pour casser les grèves de solidarité dans les autres établissements de la ville, les forces de l'ordre multiplient les arrestations dans les jours qui suivent, mais sans pouvoir empêcher que le mouvement de protestation s'étende aux facultés de Fès, de Rabat et de Casablanca.

La férocité de la répression qui frappe les lycéens et les étudiants d'Oujda ne doit pas nous faire oublier les milliers de prisonniers qui croupissent dans les prisons. C'est ainsi qu'on estime que près de 1 500 personnes purgent des peines allant jusqu'à 15 ans de prison après les émeutes de Casablanca de juin 1981 (émeutes au cours desquelles la police avait tué plusieurs centaines de manifestants).

Elle ne doit pas nous faire oublier les centaines de prisonniers politiques, comme les 130 de Kénitra condamnés jusqu'à 30 ans de prison (et 5 à la prison à vie).

Comme nous le disions en juin 1981 (voir El-Oumami n° 17), ce que montre cette situation, c'est "la nécessité de l'organisation du prolétariat indépendamment des partis réformistes et des bureaucraties syndicales pour qu'il soit à même de canaliser la révolte des masses et la mobiliser dans la lutte immédiate d'aujourd'hui pour arracher les revendications les plus urgentes et dans le combat révolutionnaire pour en finir avec l'exploitation et la répression capitalistes".

Quant aux militants français, ils doivent y puiser de nouvelles raisons pour lutter contre leur propre impérialisme, même habillé de sa nouvelle défroque "socialiste".

- 1) C'est une des raisons pour lesquelles Hassan II et le président algérien Chadli se sont rencontrés le 26 février dans le but de détendre les relations entre les 2 Etats dans le cadre de la recherche d'une consolidation de l'ordre social bourgeois et réactionnaire dans la région.

### PERMANENCES POINTS DE VENTE:

#### EN FRANCE

- \* **LYON** : permanence une fois par mois, le samedi après-midi de 15h à 17h, 17, rue René Leynaud, Lyon 1er, dans la cour, 2ème porte à g. Prochaine permanence le 26-mars
- \* **PARIS** : permanence tous les quinze jours le samedi de 15h à 18h, 20, rue Jean Bouton, Paris 12ème, au fond de la cour à gauche (en haut de l'escalier métallique), soit les 26 mars et 9 avril
- Vente du journal le dimanche de 10h30 à 12h au Marché d'Aligre, tous les quinze jours, soit les 27 mars et 10 avril.
- \* **VALENCE** : une fois par mois le dimanche de 10h30 à 11h30 au Marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit le 27 mars.

#### EN SUISSE

- \* **LAUSANNE** : tous les samedis de 10h à 12h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

## Le XVI<sup>e</sup> Conseil National Palestinien à Alger

(suite de la page 6)

Cela ne signifie pas pour autant que l'OLP a capitulé face aux tâches de la lutte nationale palestinienne. Cela signifie que la direction de l'OLP entend mener son combat d'une manière conforme à ses intérêts, c'est-à-dire de manière à obtenir le maximum de ce que permettent les relations diplomatiques dans le cadre du respect de l'équilibre réactionnaire et interimpérialiste dans la région et de manière à canaliser la pression sociale exercée par les masses palestiniennes opprimées et le prolétariat.

Cette pression sociale, particulièrement évidente en Cisjordanie, est même utilisée par la direction de l'OLP comme moyen de pression vis-à-vis des Etats arabes et des Etats impérialistes de la CEE: la poursuite de l'expansionnisme israélien et le refus de toute concession ne faisant qu'aviver les risques d'incendie sur le plan de la lutte contre l'oppression nationale palestinienne mais aussi sur celui de la lutte sociale, seules des concessions de l'OLP dans le cadre d'une solution négociée, permettraient de désamorcer les tensions.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'impérialisme français avait tout fait, selon les dires de Mauroy lui-même en septembre 1982, pour sauvegarder la direction de l'OLP.

Dans cette situation les forces impérialistes sont toutes intéressées, à travers leurs rivalités, et au-delà de leurs plans respectifs, au maintien du statu-quo. Cela fournit un certain terrain à l'OLP pour chercher à travers des négociations diplomatiques à obtenir des

concessions, même réduites, en faveur d'une auto-détermination forcément limitée.

Pendant les risques mêmes d'explosion sociale, en raison des formidables intérêts en jeu, limitent les possibilités pour les Etats impérialistes et réactionnaires en place de faire des concessions même minimales ce qui se traduit par une permanence et une aggravation de l'oppression nationale palestinienne.

C'est pourquoi, face à leur exploitation qui se traduit d'abord à travers une sauvage oppression nationale, les masses palestiniennes seront inévitablement poussées à rechercher une orientation de lutte indépendante de tout compromis bourgeois et réactionnaire. Loin de se réduire à une simple force combustible au service des intérêts des bourgeois palestiniens, elles seront amenées à utiliser leur propre force pour lutter contre l'oppression nationale qui les frappe sans pour autant se lier les mains par des illusions sur les orientations bourgeoises et petites-bourgeoises ni sur le fait qu'une solution radicale bourgeoise puisse être une étape pour leur propre émancipation.

Au-delà du 16<sup>e</sup> CNP d'Alger, il apparaît clairement que les masses palestiniennes, avec en tête le prolétariat, doivent mener la lutte contre l'oppression nationale palestinienne sans se soumettre aux orientations de la bourgeoisie palestinienne et en rupture avec elles. Car les forces bourgeoises palestiniennes, même quand elles ont recours à la guérilla, n'utilisent la lutte armée que comme un moyen de pression pour la recherche d'une solution diplomatique dans le cadre d'un compromis avec les forces impérialistes.